



REPUBLIQUE DU BENIN

MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR
ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

UNIVERCITE D'ABOMEY- CALAVI

FACULTE DES SCIENCES
ECONOMIQUES ET DE GESTIONS



Mémoire présenté en vue de l'obtention

Des crédits associés au diplômes de :

LICENCE PROFESSIONNELLE EN SCIENCE ECONOMIQUES

Option : Economie

Filière : Economie Appliquée

THEME

**CONTRIBUTION DE LA FILIERE PALMIER A
HUILE A L'ECONOMIE DE LA COMMUNE DE
LOKOSSA**

Présenté et soutenu par :

ADEDEDJI Djonsi

et

HOUNDEBAGNI Coffi Hubert

Sous la Direction de :

Tuteur de stage :

Jules AHOENENOU

Chargé du Service Suivi- Evaluation,
Statistique et Documentation au CARDER
Mono-Couffo

Directeur de mémoire :

Dr Laurent OLOUKOI

Enseignant chercheur à la
FASEG

Année Scolaire : 2015-2016

AVERTISSEMENT DE LA FACULTE

« LA FACULTE DES SCIENCES ECONOMIQUES ET DE GESTIONS DE L'UNIVERSITE D'ABOMEY-CALAVI N'ENTEND DONNER AUCUNE APPROBATION, NI IMPROBATION AUX OPTIONS EMISES DANS CE MEMOIRE. CES OPTIONS DOIVENT ETRE CONSIDEREES COMME PROPRES A LEURS ACTEURS »

DEDICACES

Je dédie cette œuvre à :

Ma mère ADEYEMAN Tayé et à mon frère ADEDEDJI Laurince pour leur soutien moral, financier, matériel ... qu'ils trouvent ici l'expression de ma profonde gratitude. Que l'Eternel Dieu Tout Puissant les comble de joie à travers cette œuvre ;

Je dédie cette œuvre à :

Mon père HOUNDEBAGNI A. Christophe et à ma mère DANSOU Rosine pour leur soutien moral, matériel et financier qu'ils trouvent ici l'expression de ma profonde gratitude .Que l'Eternel Dieu tout puissant les comble de joie à travers cette œuvre ;

REMRECIEMENTS

Le présent travail est le fruit de plusieurs années d'étude. Il n'a été réalisable que grâce à la participation active de diverses personnalités auxquelles nous tenons nos vives salutations.

Nous remercions sincèrement tous les enseignants de la faculté des sciences économiques et de gestions pour l'amour, le gout de la recherche qu'ils ont suscités en nous au cours de notre formation universitaire. Nos remerciements vont en particulier au Dr Laurent OLOUKOI enseignant chercheur à la Faculté Sciences Economiques et Gestions (FASEG), qui en dépit de ses nombreuses tâches ont acceptés de diriger le présent mémoire.

Ainsi nous adressons nos remerciements au CARDER Mono – Couffo en particulier le Directeur pour avoir accepté de nous accueillir entant que stagiaire.

Nous tenons aussi à exprimer notre gratitude à monsieur Jules AHOUNENOU, AHETE Clément et Parfait AYIHOUNOU qui ont manifestés leurs disponibilité en nous encadrant tout au long de ce stage.

Un grand merci à nos frères, sœurs, oncles, tantes et toutes les familles ADEDEDJI, HOUNDEBAGNI, ADEYEMAN, DJOSSAYA, pour tout l'amour et le soutien que chacun de vous et continu d'avoir pour nous. Que le créateur des cieux et de la terre nous garde dans l'union, la fraternité et l'amour.

Un grand merci à ma princesse AHOUADJI Judith pour son soutien indéfectible durant mon cursus universitaire.

SOMMAIRE

INTRODUCTION.....	1
Chapitre 1 : Cadre théorique et institutionnel du mémoire.....	2
Section 1 : Problématique, objectifs et hypothèses.....	4
Section 2 : Revue de la littérature.....	6
Section 3 : Cadre institutionnel du stage.....	13
Paragraphe 1 : Présentation de la commune de Lokossa.....	14
Paragraphe 2 : Présentation du CARDER Mono – Couffo.....	16
Chapitre 2 : Analyse des données et présentation des résultats.....	21
Section 1 : Méthodologie.....	22
Section 2 : Résultats /Interprétations/Validation des hypothèses.....	24
Conclusion et Recommandations.....	49
Références bibliographiques.....	51
Annexe.....	52
Table des matières.....	56

SIGLES ET ABREVIATIONS

ADF : Augmente Dickey- Fuller

AIC : Akaike Information Critérium

AIC : Association Interprofessionnelle des Coton cutteurs

BAD/OCDE : Banque Africaine de Développement / Organisation de Coopération et Développement Economique

CARDER : Centre Agricole Régionale pour le Développement Rural

Ce CPA : Centre Communal pour la Promotion Agricole

Ce RPA /M – C : Centre Régionale pour la Promotion Agricole du Mono – Couffo

DAGRAN : Direction de l'Aménagement et de la Gestion des Ressources Naturelles

DG : Direction Générale

DIFAOP : Direction de l'Informatique, de la Formation et de l'Appui aux Organisations Professionnelles

DPC : Direction de la Prévision et de la Conjoncture

DPAF : Direction de la Programmation, de l'Administration et des Finances

DPDR : Direction du Plan et du Développement Rural

DPFSA : Direction de la Promotion des Filières et de la Sécurité Alimentaire

DRC : Direction de la Règlementation et du Contrôle

DT : Direction Technique

EPA : Equipes Pluridisciplinaires d'Arrondissement

ESA : Equipes de Spécialistes Agricoles

FASEG : Faculté des Sciences Economiques et de Gestions

INSAE : Institut National de la Statistique et de l'Analyse Economique

INRAB : Institut National de la Recherche Agricole du Benin

MAEP : Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche

ONASA : Office Nationale de la Sécurité Alimentaire

PDC : Plan de Développement Communal

PIB : Produit Intérieur Brut

PNUD : Programme des Nations Unies pour le Développement

SA : Service Administratif

SAA : Services Agricoles d'Arrondissement

SAACOP : Service de l'Appui à l'Action Coopérative et aux Organisations Professionnelles

SCDA : Secteur Communal pour le Développement Agricole

SFOCEA : Service de la Formation Opérationnelle et du Conseil aux Exploitations

SICAR : Service de l'Information et de la Communication Agricole et Rurale

SP : Service Particulier

UAC : Université d'Abomey – Calavi

UARVI : Unité d'Appui aux Réformes et la Vérification Interne.

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1:Productions en hectare comparées de palmier à huile de ces cinq dernières années..	24
Tableau 2:Réalisation en palmiers sélectionnés des plantations privées à la fin de 2013 à Lokossa	25
Tableau 3:Compte d'exploitation pour 1 tonne de noix de palme transformée	29
Tableau 4:Analyse de la contribution des différentes productions végétales à la richesse locale au sein du sous-secteur agricole	30
Tableau 5:Évolution des emblavures (en hectare) des spéculations agricoles sur 5 dernières campagnes (2009 à 2013) dans la Commune de Lokossa.....	32
Tableau 6:Production moyenne (en tonne) des spéculations agricoles des 05 dernières campagnes (2009 à 2013) dans la Commune de Lokossa.....	33
Tableau 7:Production moyenne des spéculations (en tonne) agricoles des 05 dernières campagnes (2009 à 2013) dans la Commune de Lokossa.....	33
Tableau 8:Contribution des activités des Petites ou Moyennes Industries (PMI) à la richesse locale	35
Tableau 9: Contribution des activités de tourisme, de restauration, de loisirs, d'hôtellerie, de transport et d'autres services marchands à la richesse locale	42

Liste des Figures

Figure 1:Analyse comparée de la contribution des spéculations végétales à la richesse locale au sein du sous-secteur Agriculture	31
Figure 2: Analyse comparative de la contribution de chaque famille d'activités au sein du sous-secteur des services.....	44

RESUME

Le présent mémoire porte sur le thème « **Contribution de la filière palmier à huile à l'économie de la commune de Lokossa** », ce travail a pour objectif principal d'analyser la contribution de la filière palmier à huile à l'économie de la commune de Lokossa par une approche de comptabilité nationale (Tableau Entrée Sortie). L'étude a tenu compte de quatre secteurs qui sont : le palmier à huile, le reste de l'agriculture, l'industrie et le service. Les résultats. Toutefois, le palmier à huile occupe également une place importante dans la commune de Lokossa et il convient de réorganiser cette filière. Le palmier à huile, qui est une culture de la commune, se trouve très bien placé pour répondre à ces enjeux majeurs. En effet, la culture de palmier à huile offre plusieurs opportunités tant communales que nationale.

Cette étude vise principalement à évaluer la contribution économique de la filière au plan communal. Le Tableau Entrée Sortie TES pour la commune de Lokossa a été désagrégé compte tenu des objectifs visés. Cet outil d'analyse permet de montrer les interactions existants entre les secteurs de l'économie de suivre les flux de consommations intermédiaires entre les différentes branches d'activités. Pour y parvenir, une enquête quantitative auprès des différents acteurs de la filière a été réalisée. Il ressort des résultats que :

- La filière palmier à huile dégage une balance commerciale excédentaire ;
- Les taxations directes et indirectes restent faibles dans la filière ;
- La valeur de la production est inégalement répartie ;
- Le taux d'intégration de la filière dans l'économie communale est faible ;
- La valeur ajoutée indirecte générée par la filière palmier à huile est faible
- La contribution de cette filière au budget communal est faible.

A la lumière de ces résultats, on peut donc conclure que la filière palmier à huile n'est pas encore intégrée dans l'économie communale. La capacité de la filière à générer des valeurs ajoutées hors de la filière est faible

INTRODUCTION

L'un des objectifs fondamentaux poursuivis dans les politiques économiques des pays développés comme dans celle des pays sous-développés est la recherche d'une croissance économique durable et soutenue. Cette croissance économique n'est obtenue qu'à travers la vitalité et le dynamisme des différents secteurs ou branches d'activités en particulier l'agriculture. A l'instar des pays africains surtout le Benin, l'agriculture a retenu l'attention de plusieurs économistes à cause de la place prépondérante qu'elle occupe dans l'économie. Ainsi, le Benin étant un pays sous-développé, le secteur agricole reste une composante déterminante de l'économie. En effet, il emploie 70% de la population active estimée à 6,7 millions d'habitants (PNUD, 2007) contribue pour environ 60% des recettes d'exportations. Il apparaît clairement que l'agriculture constitue un axe important pour le renouveau économique du Benin et dans la Réduction de la pauvreté.

Au Benin, l'agriculture occupe une place prépondérante dans l'économie béninoise et l'estimation et la prévision du PIB nécessite donc une maîtrise de l'évolution de la production vivrière en général et la production de la filière palmier à huile en particulier. Pour ce qui concerne les productions de la filière palmier à huile, elle contribue à la satisfaction des besoins alimentaires de la population Béninoise. L'évolution de la production du palmier à huile est conditionnée par d'énormes contributions qui entravent un tant soit peu son progrès. C'est dans ce contexte qu'on a décidé de mener cette étude dont le thème est intitulé « contribution de la filière palmier à huile à l'économie de la commune de Lokossa ».

Ainsi dans le département du MONO et précisément dans la commune de Lokossa, la contribution du secteur agricole au Produit Intérieur Brut (PIB) sur la période de 2003 et 2013 s'est affichée en moyenne à 38% (INSAE, 2013). Ainsi les principales cultures vivrières et industrielles (palmier à huile, manioc, haricot, maïs, riz, tomate, piment et arachide) permettent de couvrir globalement les besoins alimentaires, mais cessent encore largement en deçà de potentialités offertes par les conditions écologiques de la commune. En effet, depuis quelques années, et la vapeur de mutation dans le secteur agricole béninois, le palmier à huile s'est positionné comme donnée du régime alimentaire des populations du MONO et de la commune de Lokossa en particulier. Mieux, la filière palmier à huile est la culture phare de la commune de Lokossa. Cependant, l'analyse de l'évolution des statistiques agricoles de la commune de Lokossa sur les trente ans ne permet pas de trancher franchement sur l'évolution des différentes spéculations pratiques. L'évolution des emblavures ainsi que celle de la production agricole se font pour la plupart des cultures en dent de scie.

Le travail se répartit en trois principaux chapitres. Il s'agit dans une première partie, de présenter d'une part l'intérêt d'étude à travers la problématique et nous informer sur les objectifs fixés ainsi que les hypothèses sous-jacentes, puis de présenter également, la littérature relative au thème de l'étude ainsi que les différentes méthodes utilisées, et d'autre part de présenter le cadre institutionnel de l'étude suivi ; enfin dans une deuxième partie, de présenter et d'analyser les résultats sur la contribution de la filière palmier à huile à l'économie de la commune de Lokossa. Le présent a été conclu par des recommandations compte tenu des résultats obtenus.



CHAPITRE 1 :
CADRE THÉORIQUE ET INSTITUTIONNEL DU
MÉMOIRE

Dans ce chapitre, nous aborderons dans un premier temps la problématique, les objectifs et les hypothèses, dans un deuxième temps la revue de la littérature et enfin la présentation du lieu de stage.

SECTION 1 : Problématique, objectifs et hypothèses du sujet

Cette section est consacrée à la problématique, les objectifs et les hypothèses

1-1. Problématique du sujet

Le Bénin est un pays dont l'économie est basée fondamentalement sur l'agriculture. Ainsi, l'agriculture compte pour plus de 35,9% de son PIB et représente plus de 90% des recettes d'exportations et Le Bénin est un pays dont l'agriculture participe à hauteur de 15% aux recettes de l'Etat (MAEP, 2012). A ce titre, elle joue un rôle capital dans le processus de développement économique et social. Cette place prépondérante de l'agriculture dans l'économie béninoise repose sur une gamme très réduite de cultures dont les principales sont : le palmier à huile, le maïs, le manioc, l'igname etc... Mais depuis près d'une décennie, on observe un ralentissement de la contribution de ces filières à l'économie. Cela a suscité des réflexions sur le besoin de diversification des productions économiques pour le pays. En effet, l'agriculture béninoise est caractérisée par environ 400000 petites exploitations agricoles dont la surface moyenne varie entre 0,5 et 2ha (PNUD, 2010). De manière générale, la production de ces petites exploitations croît au même rythme que la population, soit 3% par an (PNUD, 2009). Cependant l'augmentation de la production est obtenue en augmentant la surface cultivée, ce qui diminue la jachère et menace la fertilité du sol. Bien que les productions vivrières procurent des ressources globalement suffisantes pour mettre le pays à l'abri de la famine (BAD/OCDE, 2006), les familles rurales, principales productrices des ressources alimentaires ont de plus en plus de difficultés à subvenir à leurs besoins nutritionnels. En effet, 40% de la population rurale vit en dessous du seuil de pauvreté (PNUD, 2012). L'économie béninoise repose sur l'agriculture et participe pour une grande part (39%) à la formation du PIB. Selon INSAE (2004), le taux de croissance du secteur primaire est de 2,2% en 2003. Cette baisse par rapport à l'année 2002 (2,5%) peut s'expliquer par la baisse de la production agricole. Ces performances de l'agriculture ont été pendant longtemps le fait des cultures vivrières du point de vue de leur superficie (80%) et de leur production (90%) (HOUNDEKON, 2002). Mais l'on observe de plus en plus un intérêt de l'Etat pour les cultures de rente parmi lesquelles figure le coton au détriment des cultures vivrières. Il s'agira pour nous fondamentalement à travers cette étude, d'identifier les améliorations apportées pour l'estimation de la production agricole et en particulier leur contribution à l'économie. C'est donc dans le souci de répondre à ce besoin important que notre choix a porté sur la présente étude afin d'aboutir à l'élaboration d'un modèle économétrique permettant d'approcher réellement la contribution de la filière palmier à huile à l'économie dans la commune. La filière palmier à huile occupe au Bénin une superficie de 60 à 70%

des plantations naturelles et en particulier la superficie de la palmeraie vignoble est estimée à 70000 hectares dans le Mono. Mais on constate la diminution de ces palmeraies dans le département du Mono et sa contribution à l'économie de la commune de Lokossa. Le palmier à huile joue un rôle primordial dans l'économie de la commune de Lokossa puisque : d' une part il représente la principale source d'huile pour la population locale et d' autre part, les produits qu'on en tire représentent environ 67% de la valeur totale des exportations. Bien que la pluviométrie y soit marginale, Lokossa doit accorder une importance exceptionnelle à cette culture qui représente la principale culture de la commune de Lokossa. Vu la négligence de cette filière dans la commune de Lokossa, cela nous a motivé à montrer l'importance du palmier à huile à l'économie de la commune. Cette étude se propose alors de montrer l'évolution économique de la filière palmier à huile par une analyse de ces effets sur l'économie nationale. De façon formelle, l'étude vise à répondre entre autre aux questions suivantes :

- Quel est le taux d'intégration de la filière palmier à huile dans la commune de Lokossa ?
- Quelle est la contribution de la filière palmier à huile au budget de la commune de Lokossa ?

Ces différentes préoccupations seront abordées à travers le thème « CONTRIBUTION DE LA FILIERE PALMIER A HUILE A L'ECONOMIE DE LA COMMUNE DE LOKOSSA ». L'étude de notre thème permettra au CARDER Mono – Couffo de disposer d'une analyse économique afin d'approfondir les études sur la contribution de la filière palmier à huile à l'économie, vu son importance dans la commune. Ce travail, par l'application de ces recommandations contribuera à améliorer la croissance économique. Pour bien mener notre étude, nous nous sommes fixés plusieurs objectifs :

1-2. Objectifs de l'étude

La présente étude a pour objectif principal d'étudier la contribution de la filière palmier à huile à l'économie de la commune de Lokossa. Spécifiquement l'étude permettra de :

- Évaluer le taux d'intégration de la filière palmier à huile dans la commune de Lokossa.
- Déterminer la contribution de la filière palmier à huile au budget de la commune de Lokossa.

1-3. Hypothèses de l'étude

Sur la base des objectifs spécifiques ci – dessus mentionnés et à partir des recherches documentaires, deux hypothèses de recherche sont proposées et feront l'objet de vérification. Il s'agit :

- L'augmentation du taux d'intégration de la filière palmier à huile affecte positivement le Produit Intérieur Brut (PIB) de la commune de Lokossa.
- La contribution de la filière palmier à huile à un effet positif sur le budget de la commune de Lokossa.

SECTION 2 : Revue de la littérature

Dans une œuvre de recherche, la revue de littérature consiste principalement en la lecture et analyse critique des travaux de recherche qui sont déjà faits sur le sujet ou qui lui sont liés. En effet, cette revue documentaire nous a amené à prendre connaissance de certains concepts et des contributions que certains auteurs ont eu à faire surtout ou partie de la problématique posée. C'est cela qui nous permis d'identifier les points essentiel non abordés et de compléter ces différentes étude en tenant compte de réalités d'aujourd'hui au niveau du palmier à huile. Ainsi pour bénéficier des éclairages sur le thème nous présenterons le cadre conceptuel (la clarification des concepts) et nous montrerons l'importance de la production du palmier à huile à travers des conclusions de certains travaux empiriques.

2-1. Cadre conceptuel

Ici l'objectif est de définir certains termes et expression utiles à notre analyse tel que le palmier à huile, la production du palmier à huile, la filière, l'analyse économique de la filière, le taux d'intégration.

Palmier à huile

De nom scientifique *Elaeis guinéens*, le palmier à huile est d'origine africaine. Le foyer se trouve le long du golfe de Guinée, région où l'on trouve encore des palmeraies naturelles spontanées très étendues. Le palmier à huile est un arbre qui est cultivé pour ses fruits dont on extrait des corps gras à usages alimentaires et industriels.

La production du palmier à huile

La production est une activité économique socialement organisée constant en l'obtention de bien et de service destinés à la satisfaction directe ou indirecte des besoins par la transformation de biens intermédiaires en combinant du travail et donnant lieu à un revenu en contre partie (IFDC,2006).

Filière

Une filière est l'ensemble des activités requises pour amener un produit ou un depuis sa conception jusqu'à la consommation finale. Elle en globe des activités telles que la conception, la production, la commercialisation, la distribution et la consommation. Un acteur d'une filière est

chaque institution ou individu qui intervient dans la filière d'une manière direct ou indirect. Son développement ne peut se faire que dans le cadre d'une approche participative qui permette l'articulation de tous les acteurs pertinents les producteurs et leurs organisations, les opérateurs privés en amont et en aval, les pouvoirs publics, les structures de prestations de services et les partenaires techniques et financiers (PAPA, 2008).

□ **Analyse économique de la filière**

L'analyse économique de la filière est l'analyse de l'organisation à la fois sur un plan linéaire et complémentaire du système économique d'un produit ou d'un groupe de produits. C'est l'analyse de la succession d'actions menées par des acteurs pour produire, transformer, vendre et consommer un produit (Hirsch, 1999). Ce produit peut être indifféremment agricole (comme le palmier à huile, le riz, le maïs), industriel, artistique, informatique, etc..... faire une analyse économique d'une production c'est donc analyser les actions menées par les producteurs sur toute la ligne de production, c'est-à-dire de l'obtention des termes jusqu'à la récolte.

Sur l'approche présentée par Biaou (1998), l'analyse économique d'une production passe par l'analyse des différentes composantes de celle-ci qui revient à faire dans leur dimension globale une revue de toutes les conditions de productions.

L'appellation « filière » recouvre des contenus forts larges et parfois différents. Elle englobe un ensemble de notion parfois plus précise telles que celles de chaîne, circuit, branche ou secteurs d'activités, marché, système etc... (Lebally et Al, 2000). Chacun dispose de sa propre définition et des limites qu'il entend donner aux mots « filière ». La littérature regorge d'une diversité de définition plus ou moins proche : Ledent (1986), Duruflé (1988), Montigaud (1992), Malassis (1996), Lebailly (2000) etc... même si ce terme est connu depuis longtemps par les économistes, la notion « moderne » de filière commence à apparaître aux Etats- Unis après la seconde guerre mondiale à la suite des travaux effectués par la « Havard, Bunes à school » pour montrer le poids économique mais aussi politique du secteur agricole (Montigaud, 1992, Cité par Gnimadi, 2003). Quelques définitions de la filière sont données à titre indicatif : La filière désigne l'ensemble des actes de production, transformation, distribution relatif à un produit (pomme de terre, bois, sucre etc....) ou à un groupe de produit homogène (céréale, fruit et légume, viande de boucherie, produits laitier etc.) et concourant à la satisfaction d'un même besoin final issu de la consommation (Ledent, 1986).

Selon Duruflé (1988) repris Fabre (1993) « on entend par filière de production l'ensemble des agents (ou fraction d'agent) économique qui contribue directement à la production, puis à la transformation et l'acheminement jusqu'au marché de réalisation d'un même produit agricole ».

Les filières permettent de décrire, de l'amont à l'aval l'ensemble des opérations de transformations et de répartitions qui valorisent les ressources d'un pays.

Selon Fabre (1995), la filière est la formalisation sous forme d'un modèle simple d'exploitation de l'organisation des flux (de matière et financiers) et des acteurs centrés sur des relations d'interdépendance et les modes de régulations. Elle est un concept d'analyse et aussi un mode de découpage et de représentation de l'appareil productif. De manière concrète, la filière part de la production jusqu'à la livraison finale au consommateur en passant par la transformation, la commercialisation sans oublier l'approvisionnement un intrant et l'encadrement.

Montigaud (1992) définit la filière comme « l'ensemble des activités étroitement impliqués, liées verticalement par l'appartenance à un même produit (ou des produits très voisins) et dont la finalité consiste à satisfaire le consommateur, reliant ainsi la notion de filière à celle de la performance du marché. De Brandt (1996), assimile la filière à un « écosystème productif » c'est-à-dire un « système organisé de relation défini par référence aux champs d'action stratégique des agents », par opposition à la notion statique de la filière conçue comme une succession de stade de fabrication reliés par des flux d'échanges.

Selon Malassis (1996), « la filière se rapporte aux itinéraires suivis par un produit (ou un groupe de produits) au sein de l'appareil agroalimentaire, elle concerne l'ensemble des agents (entreprises et administrations) et des opérations (de production, de répartition, de financement) qui concourent à la formation et au transfert de produit jusqu'à son stade final d'utilisation, ainsi que les mécanismes d'ajustement des flux des produits et des facteurs de production le long de la filière et à son stade final » .

Dans son cours d'économie rurale, Henry de Frahan (2004) définit la filière comme « un ensemble d'agents économiques (producteurs, négociants, transformateurs, grossistes, détaillants et consommateurs) qui sont engagés dans différentes activités apportant à chaque étape une valeur ajoutée ». Il la compare à une pipeline ou ligne d'assemblage avec des intrants et des extrants et des valeurs dans lesquelles différentes fonctions sont exercées et de la valeur est ajoutée aux nombreuses étapes successives.

Ainsi la notion de filière peut être considérée comme une notion souple à géométrie variable. Cette variable a une dimension temporelle (évolution du concept dans le temps) mais aussi technique qui se traduit la diversité des objectifs de recherches et de méthodes d'analyses utilisés : analyse structurelle, analyse fonctionnelle, filière produit, filière demande finale.

Lebailly (2000) fait remarquer à juste titre : « il apparaît que le concept de filière et ses champs d'application diffèrent selon l'angle sous lequel on s'y intéresse et les utilisations que l'on veut en faire ».

La valeur ajoutée est la richesse réellement créée par l'entreprise. Elle est la différence entre la production brute et la somme des consommations intermédiaires. La production brute ici est l'ensemble formé par la production vendue. Les consommations intermédiaires représentent l'ensemble des produits utilisés et qui ont été détruits dans le processus de production ; elles ont ainsi servi à produire l'output final. Quant à la valeur ajoutée incluse, elle représente la somme des valeurs ajoutées directes et indirectes. Elle mesure la contribution de la filière au produit intérieur (ou national) brut. Les importations incluses sont la somme des importations directes et indirectes.

La balance commerciale est la différence entre exportation et importation. Elle représente une composante du produit intérieur brut, (PNB). Elle sera qualifiée d'excédentaire lorsque le niveau des exportations est supérieur à celui des importations. Elle est déficitaire dans le cas contraire.

La taxation se définit comme l'ensemble des taxes et subventions respectivement perçues et accordées par un Etat, une collectivité locale, etc. Selon LAROUSSE, la taxation est l'action de taxer. Noudjènoumè (2001) définit la taxe comme « un prélèvement pécuniaire opéré au profit de l'Etat, des collectivités locales ou des établissements publics administratifs (ce qui la distingue de la parafiscalité) par voie de contrainte (ce qui la distingue des prix) sur le bénéfice d'un avantage particulier procuré à l'occasion du fonctionnement d'un service public (ce qui la distingue de l'impôt) sans corrélation nécessaire avec le coût du service (ce qui la distingue de la redevance) ». Les subventions à l'opposé des taxes, sont selon le Dictionnaire Universel « toute somme versée à fonds perdus par l'Etat, une collectivité locale, un organisme, un mécène à une collectivité publique, une entreprise, un groupement, une association, un individu pour lui permettre d'entreprendre ou de poursuivre une activité d'intérêt générale. » Selon KRAUGMAN et OBSTFIELD (2001), le subside à l'exportation est un paiement fait à une firme ou à un individu qui vend des biens à l'étranger. Selon VARIAN (1999), la taxe est la différence entre le prix que le demandeur paie et le prix que l'offreur reçoit. En effet, la taxe a pour impact la diminution de la quantité vendue, l'augmentation du prix payé par les demandeurs et la diminution des prix reçus par les offreurs.

Le taux d'intégration (TI) est la part de la valeur ajoutée du produit dans la production de l'économie. C'est un indicateur de mesure d'impact macroéconomique d'une filière. Sa faiblesse témoigne du non intégration de la filière dans l'économie nationale. Lorsqu'elle est inférieure à 50%, la filière étudiée est dite extravertie donc peu développante. Un taux d'intégration supérieur à 90% indique une filière dont les activités font essentiellement appel aux ressources nationales. On

considère en générale qu'au-dessus de 70%, la filière est bien intégrée dans l'espace économique national. Mais l'analyse doit prendre en considération le pays (particulièrement sa « taille économique ») et les spécificités de la filière étudiée (spécificité technique, caractéristiques du marché international du produit).

L'économie est l'ensemble des activités des collectivités humaines relatives à la production, à la distribution et à la consommation des richesses. L'économie selon la définition la plus couramment employée, l'économie est une science sociale dont le but est d'étudier la manière dont la société emploie les ressources rares à des fins de production, en réponse aux besoins et aux désirs de chacun et la façon dont elle redistribue les résultats de cette production. Selon Paul Samuelson, l'économie est l'étude de la façon dont l'homme et la société choisissent avec ou sans recours à la monnaie, d'employer des ressources rares qui sont susceptibles d'emplois alternatif, pour produire divers biens de consommation présente ou future des différents individus et groupes qui constituent la société.

2-2. Revue empirique

Le palmier à huile est resté pendant longtemps la principale culture d'exportation du Bénin. Ainsi, elle a bénéficiée de plusieurs études scientifiques dans divers domaines, même après la chute de cette filière observée à partir de 1975. Les différentes études faites sur le palmier, au Bénin et ailleurs peuvent être trouvées ici. Cette revue s'intéresse surtout aux études économiques sur le palmier.

Dans cette revue, nous pouvons inscrire les travaux de : Dissou (1982), Djossa (1985) ; Balogoun (1986), Dissou (1988), Adjinaou (1987), Ichola (1988), Gnanglè (1992), Adeola (1999)

L'étude de Dissou (1982), a porté sur l'aménagement volontaire de la palmeraie béninoise. Selon lui, après avoir effectué le passage de l'autoconsommation à l'économie monétaire, l'exploitation de la palmeraie doit subir un certain nombre de modifications. Ces modifications visent à maximiser à la fois les potentialités du palmier à huile et l'utilité qu'on peut en tirer. De telles actions relèvent d'un aménagement volontaire c'est-à-dire une action ordonnée et réfléchie qui fait appel à l'application de techniques de productions intensives. Ces différentes actions ont été analysées à travers les fondements, le contenu, les moyens, les méthodes utilisées et les résultats d'un certain nombre de programmes. Les différents programmes étudiés sont :

- le programme de rénovation de la palmeraie ;
- l'aménagement de plantations de palmier à huile sélectionnée dans la province de Mono ;
- l'aménagement des périmètres agro-industriels de palmier à huile sélectionnés dans la province de l'Ouémé ; et

- le programme régional d'aménagement de plantations de palmier à huile sélectionnés dans la province de l'atlantique.

Djossa (1985), quant à lui, a abordé l'évaluation économique du système de production, de commercialisation des palmistes en rapport avec les besoins en matières premières de l'huilerie de palmiste de l'ex-SONICOG. Il a montré que :

- l'approvisionnement en palmiste était en nette progression ;
- les causes de cette régression sont l'irrégularité des pluies, le vieillissement et le non entretien des palmeraies existantes, l'abattage des palmeraies naturelles pour des raisons socio-économiques, les vols à divers niveaux, le manque de main d'œuvre spécialisée pour assurer les récoltes au moment opportun, les bas prix offerts aux producteurs des régimes.

Balogoun (1986) a essayé d'analyser la possibilité de projet de plantation Ouidah-nord, à l'huilerie du grand Hinvi à laquelle la plantation cède ses régimes de palme. En effet, suite aux difficultés surtout financières, la production escomptée sur cette plantation n'est jamais atteinte.

L'étude a montré à travers le calcul de l'avantage net, des taux de rentabilité financière et économique et l'analyse de sensibilité, que l'association est non seulement possible financièrement et économiquement rentable.

D'un autre coté Dissou (1988) a fait une étude comparative des conditions biogéographiques des palmeraies du Benin et en côte d'ivoire. Ainsi, il montre que l'insolation, la température et l'humidité relative sont au Benin et en côte d'ivoire des facteurs physiques favorables à la croissance végétative du palmier à huile. Au niveau des précipitations, il montre qu'à part Houin-Agamè, une période de sécheresse s'est installée sur l'ensemble de la région étudiée (bas-Benin) à partir de 1971. De même la région sud –est du pays ou la hauteur pluviométrique annuelle ne dépasse guère 1400 mm est reconnue comme la plus favorable à l'oléiculture. Cependant en côte d'ivoire, les secteurs climatiques dont les isohyètes sont inférieures à 1500 mm ont été exclus du programme d'aménagement des plantations industrielles à l'Elaeis.

Il a également abordé une étude comparative de l'aménagement volontaire des palmeraies au Benin et en côte d'ivoire. Selon lui, les insuffisances qui étaient à l'origine des difficultés, des insuccès, voire des échecs enregistrés çà et là au Benin proviennent de la méconnaissance des réalités paysannes.

Il conclut que la promotion de la culture de palmier à huile sélectionnée au Benin et en côte d'ivoire a abouti à des résultats inévitablement différents. Les écarts observés, surtout sur le plan qualitatif sont imputables, plus aux politiques agricoles qu'aux données écologiques. Il montre

qu'au Benin et en Côte d'Ivoire, les performances techniques enregistrées ont largement contribué à une croissance économique dont les bénéficiaires ne sont pas assurément de véritables planteurs villageois. En effet, l'instauration d'un capitalisme de masse, l'un des principaux objectifs que visait le plan palmier ivoirien par la mise en œuvre du programme de plantation villageoises n'a pas connu un sort encourageant.

Adjinacou (1987) à travers son étude sur les conditions d'amélioration des modes de conduite des palmeraies traditionnelles, a essayé d'apporter une contribution à la rationalisation de l'exploitation de palmier à huile naturel. Ainsi, il a identifié les modes suivants de conduite de la palmeraie :

- palmeraie claire dont les vieux arbres sont associés à des cultures annuelles avec des courtes périodes de jachère ;
- palmeraie pluristratifiée, qui reçoit par endroit des cultures annuelles ;
- jeune palmeraie à vocation vinicole ; et
- très dense palmeraie qui assure la retraite de l'exploitant.

Il se propose comme amélioration :

- L'introduction de matériel végétal amélioré bien acclimaté aux conditions de la région et qui ne doit pas nécessiter de gros efforts d'entretien ; et
- La mise au point de variétés pouvant donner de grandes quantités de vin de palme au niveau des deux dernières formes.

L'étude d'Ichola (1988) a abordé une analyse comparative de la production d'alcool et de régime en montrant que la production vinicole est plus rentable que celle des régimes de palme.

Gnanglè (1992) à travers son étude sur le fonctionnement de la jachère à palmier utilisée sur le plateau-adja, a montré que le système de jachère à palmiers de forte densité (1500 à 2000 pieds/ha) réussit bien à restaurer la fertilité du sol. L'étude confirme l'hypothèse selon laquelle il y a une corrélation positive entre la densité de la population et l'intensification de l'agriculture.

En conclusion, le sujet a été abordé partiellement par d'autres chercheurs mais la démarche méthodologique utilisée est assez discutable et mérite donc la prise en compte des résultats atteints et de la rentabilité économique de la filière palmier à huile négligés. Cela veut dire que la démarche méthodologique sera revue dans le cadre de la recherche enclenchée.

SECTION 3 : Cadre institutionnel du stage

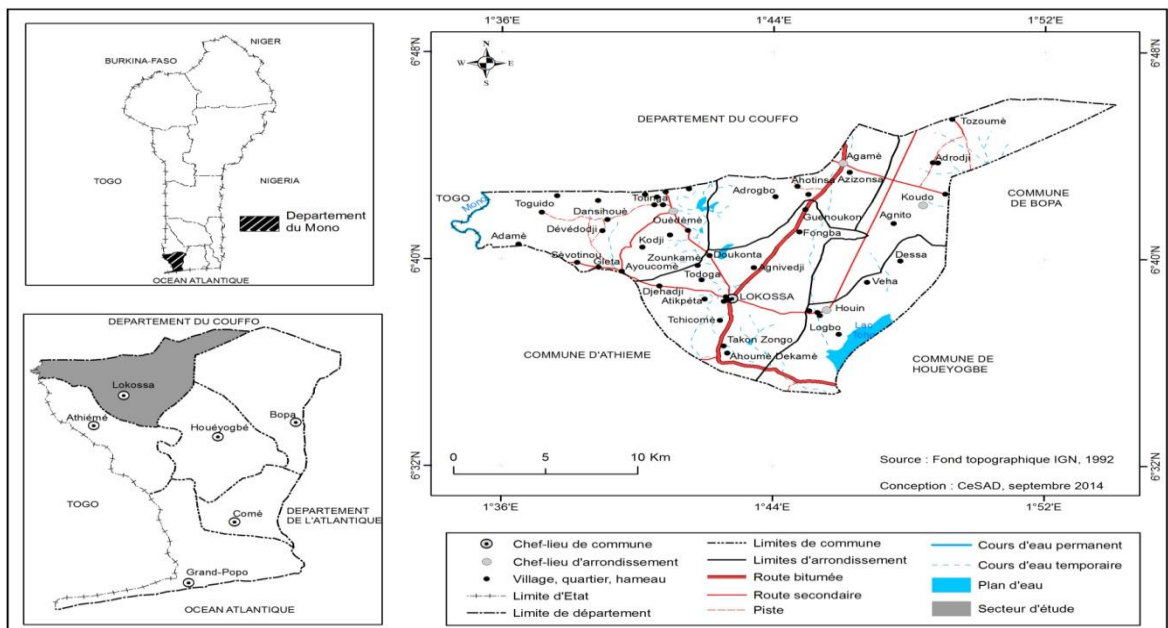
Dans cette section, nous aborderons dans un premier temps la présentation de la commune de Lokossa et dans un deuxième temps le cadre institutionnel du CARDER Mono – Couffo.

Paragraphe 1 : Présentation de la commune de Lokossa

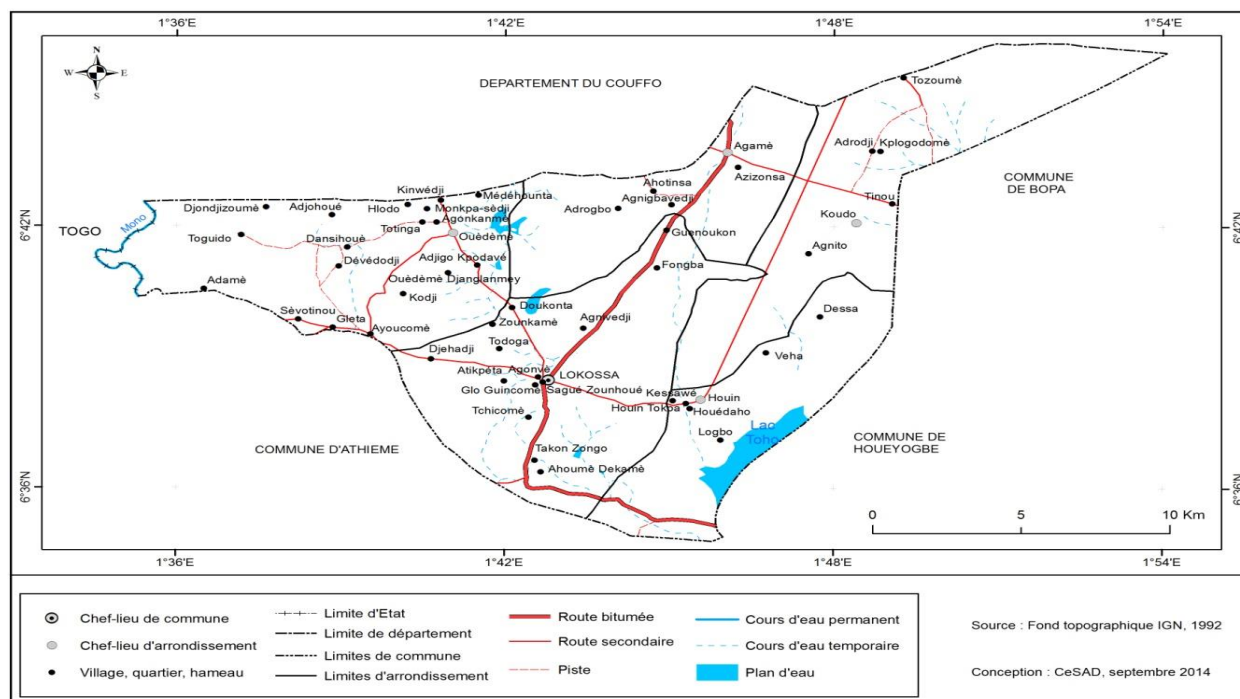
✓ Situation géographique et administrative

La commune de Lokossa est l'une des six communes que compte le département du MONO. Elle est située au Nord- Ouest du département et s'étend sur une superficie de 260Km², ce qui représente 16% de la superficie du département et 0,3% de la superficie du Benin (112 622 km²). Elle est limitée au Nord par la commune de Dogbo dans le département du couffo, au Sud par les communes d'Athiémè et Houèyogbè, à l'Est par celle de Bopa et à l'Ouest par le territoire Togolais (carte 1).

Sur le plan administratif, la commune de Lokossa est subdivisée en cinq (05) arrondissements que sont : Lokossa, Agamè, Koudo, Houin et Ouèdèmè- Adja et soixante-cinq (65) villages et quartiers de villes avec le nouveau découpage intervenu au cours de l'année 2013. Le chef-lieu de la commune de Lokossa est situé à environ 106km de Cotonou (capitale économique du Benin) et est en même temps le chef-lieu du département du MONO (carte 2).



Carte 1: Situation géographique de la Commune de Lokossa



Carte 2: Organisation administrative de la Commune de Lokossa

✓ Démographie de la commune de Lokossa

Selon les données du recensement général de la population et de l'habitat en 2002 (RGPH3) ; la population de la commune de Lokossa était 77 065 habitants dont 38124 hommes et 38941 femmes avec un taux d'accroissement de 3,5 à 7% entre 1992 et 2002. Elle est estimée à 99 935 habitants en 2010 (INSAE). Mais actuellement, cette commune compte 104 428 habitants dont 53 320 habitants de sexe féminin, soit une proportion de 51,11% (RGPH4). La population de la commune de Lokossa se compose aujourd'hui d'un grand nombre de groupe sociolinguistiques, ce qui s'explique par la grande variété de son peuplement. Les groupes linguistiques qui habitent majoritairement dans la commune de Lokossa sont les Kotafon, les Adja. Ensuite viennent les Yoruba, les Ibo, les Nagot, les Aïso, les Mina, les Gen, les Sahouè, les Watchi, les Hwéda etc... les propositions de ces groupes linguistiques sont très variées (fig. 2). La commune de Lokossa, à l'image de la république du Bénin dont elle fait partie est une commune laïque. Ainsi, ses habitants pratiquent les religions diverses. Alors selon les résultats du RGPH3, la religion traditionnelle est pratiquée par la majorité de la population avec une proportion de 59,3%. Après viennent les catholiques (24%), les musulmans (2%) et les protestants (1%) et enfin les pratiquants d'autres religions qui font 13%.

✓ Potentialités économique de la commune de Lokossa

Le diagnostic économique de la commune a permis de faire l'état de ses potentialités économiques, d'analyser les dynamiques de ses différents acteurs et de voir dans quelle mesure la vision et les objectifs de développement intègrent ces différents aspects. L'eau, la flore, la faune et

la pédologie sont des ressources naturelles importantes sur lesquelles l'économie de la commune peut se baser.

Paragraphe 2 : Présentation du CARDER Mono – Couffo

Ce paragraphe est consacré à la présentation du CARDER Mono – Couffo

A - HISTOIRE, OBJECTIFS ET STRUCTURE ORGANISATIONNELLE

A. 1-Histoire du CARDER Mono – Couffo

Le CeRPA , dont les statuts ont été adoptés conformément au décret N° 2004 – 301 du 20 mai est issu de la réforme des CARDER du 27 et 28 Novembre 2003 au stade de l'amitié Cotonou sur proposition du comité de pilotage des réformes des structures du Ministère de l'Agriculture , de l'Élevage et de Pêche (MAEP) .

La CARDER avait pour objectif la valorisation et le développement du secteur agricole. Ce changement de nom a été opéré grâce au comité de pilotage des réformes des structures et à la volonté de l'ancien Ministre de l'Agriculture, de l'Élevage et de la Pêche, Monsieur Lazare SEHOUE TO pour une agriculture plus compétitive et émergente au plan international.

En effet depuis l'année 2013 , conformément au décret N° 2013/ 137 du 20 mars 2013 , le Centre Régional pour la Promotion Agricole (CeRPA) est encore transformé en Centre Agricole Régionale pour la développement Rural (CARDER) compte tenu du fait que le CeRPA est limité seulement dans le domaine de l'agriculture tandis que le CARDER embrasse non seulement le domaine de l'agriculture mais aussi celui du développement rural .

Le CARDER Mono –Couffo est un établissement public à caractère social , de référence , la promotion et le développement des filières végétales , animales , halieutiques ,des aménagements hydro agricole , de l' habitat et la desserte rurale au profit du monde paysan dans les départements du Mono et du Couffo placé sous la tutelle du Ministère de l'Agriculture, de l'Élevage ,et de pêche, il est doté de la personnalité morale et d'une autonomie financière. Il dispose de tous les organes de décision et de gestion.

Le Centre Communal pour la Promotion Agricole est l'unité opérationnelle décentralisée du centre régional pour la promotion agricole au niveau de la commune.

Chacune des douze communes des départements du Mono et du Couffo dispose d'un centre Communal pour la Promotion Agricole (CeRPA), dirigé par un responsable et animé par une Equipe de Spécialistes Agricole (ESA) au niveau communal, des Services Agricoles d'Arrondissements (SAA) et des Équipes Pluridisciplinaires d'Arrondissements (EPA).

A. 2 : OBJECTIFS DU CARDER Mono - Couffo

Le Centre Agricole Régionale pour le Développement Rural (CARDER) a pour objectifs de :

- Mettre en œuvre la politique agricole propre à améliorer l'environnement technique, économique et social des exportations et des entreprises agricoles au niveau régionale ;
- Coordonner les interventions des acteurs publics et privés du secteur agricole au niveau régional ;
- Appuyer la diversification et la promotion des filières agricoles ;
- Appuyer les organisations professionnelles agricoles, les entreprises privées agricoles et les collectivités locales ;
- Assurer la protection phytosanitaire et zoo sanitaire et le suivi du secteur agricole ;
- Assurer la mise en place, le suivi et le contrôle des normes techniques des infrastructures d'aménagement et d'équipement agricole ;
- Veiller à la gestion rationnelle de la flore, de la faune, des sols et des eaux ;
- Veiller à la prise en compte de la dimension genre dans toutes les actions de promotion agricole et rurale ;
- Mener toutes les opérations se rattachant directement ou indirectement aux activités ci-dessus ou de nature à favoriser leur développement ;
- Recevoir et assurer toute délégation de pouvoir du ministre chargé de l'agriculture dans son ressort territorial de compétence ;
- Apporter une assistance – conseil aux communes dans le secteur agricole conformément à la politique nationale de décentralisation et de déconcentration en vigueur.

A. 3 : Structure organisationnelle

Le Centre Agricole Régionale pour le Développement Rural du Mono et Couffo présente, suite à la réforme, trois principaux niveau d'organisation :

- Une Direction Générale basée au chef de lieu des départements du Mono et du Couffo à Lokossa. Cette Direction Générale est constitué d'un Secrétariat Particulier (SP), d'un Secrétariat Administratif (SA), de cinq directions techniques (DT) et bénéficie du soutien de l'unité d'Appui aux Réformes et la Vérification Interne (UARVI). Les cinq directions

techniques du Centre Agricole Régionale pour le Développement Rural (CARDER) du Mono et du Couffo se présentent comme suit :

- La Direction de la Règlementation et du Contrôle (DRC) ;
- La Direction de la Promotion des Filières et de Sécurité Alimentaire (DPFSA) ;
- La Direction de l'Aménagement et de la Gestion des Ressources Naturelles (DAGRN) ;
- La Direction de l'Information, de la Formation et de l'Appui aux Organisations Professionnelles (DIFAOP) ;
- La Direction de la Programmation, de l'Administration et des Finances (DPAF) au sein de laquelle nous avons effectué notre stage.
- Douze Centres Communaux pour la Promotion Agricole (CeRPA)
- La Conseil d'Administration (CA)

Chaque direction technique est placée sous la responsabilité d'une direction éventuellement assisté d'un adjoint. Ce directeur a sous sa responsabilité, les chefs services relevant de sa direction et qui ont en charge l'exécution de différentes tâches.

A.4 : Mission de la DPAF

La Direction de la Programmation de l'Administration et des Finance (DPAF) accomplit ses missions à travers ses services qui sont :

- Service de l'Administration Finance (SAF) composé de trois démembrements. Le premier s'occupe des matériels et équipements, le second est chargé de la gestion des ressources humaines et le dernier s'occupe de l'élaboration du budget et de la comptabilité.
- Service suivi – Évaluation , Statistique et Documentation , qui sont formés de deux sous composants dont la première est chargé des affaires du Suivi – Évaluation et le deuxième qui s'occupe des questions de la statistique et de documentation.
- Service de la Programmation et de la Coordination qui se distingue en deux sous services :
 - ✓ Service de la programmation et d'analyse sectorielle qui s'occupe de la gestion des rapports trimestriels et annuels et de l'élaboration du PTAB.
 - ✓ Service chargé des projets et ONG.
- Secrétariat

Le secrétariat est chargé de la gestion des activités du secrétariat de la Direction de la Programmation, de l'Administration et des Finances.

B -ACTIVITE, ENVIRONNEMENT ET RESSOURCES DE FONCTIONNEMENT, DEFIS DU CARDER MONO – COUFFO

B.1 : Environnement du CARDER Mono – Couffo

L'environnement est l'ensemble des facteurs internes et externes contrôlable ou non de l'entreprise susceptible d'influencer le fonctionnement de cette dernière. A cet effet, l'entreprise peut subir de la part de son environnement les menaces ou profiter des opportunités. Il convient alors de distinguer le micro et la macro environnement.

B.2 : Le micro environnement

Encore appelé « environnement de proximité », cet environnement désigne une variable sur laquelle l'entreprise peut influencer par sa stratégie pour créer de nouvelles opportunités et menaces. Dans cette rubrique, on distingue ; les clients, les fournisseurs, les concurrents, les banques, les salariés et le syndicat.

B.3 : La macro environnement

La macro environnement ou environnement général s'impose à l'entreprise et elle doit en tenir compte. Cet environnement est également une perpétuelle source d'opportunité et de menaces. On distingue six composants macro environnements à savoir : la démographie, l'économie, les ressources naturelles, la technologie, le contexte politico – légal et le système socioculturel.

B.4 : Déroulement du stage

B.4.1 : Travaux effectués

Au CARDER Mono – Couffo, nous avons effectués trois mois de stage à la Direction de la Programmation de l'Administration et des Finances (DPAF). Durant ces trois mois, nous avons participé à l'exécution de certains travaux dont :

- La préparation des matériels pouvant servir pour la répartition des intrants agricoles dans les CeRPA ;
- L'enregistrement des prix d'achat des produits agricoles dans les différents marchés de la commune ;

B.4.2 : Les difficultés rencontrées et suggestions

Comme tout travail scientifique, la réalisation du présent mémoire n'a pas été sans difficultés majeures. Parmi celles – ci nous pouvons citer :

- Le non disponibilité des données quantitatives fiables
- Le manque de documentations sur certains aspects clés de notre sujet ;
- Le non accès à une salle informatique convenable.

Nous présentons d'avance nos excuses à tous ceux et à tous celles qui, auront à déceler des imperfections de toute nature, au cours de la lecture du présent mémoire.

Notre souci étant, à partir de tous les conseils et de toutes les recommandations reçus du maître de stage et principalement du directeur de mémoire, de présenter un mémoire accessible, agréable à lire, exploitable, bien à la hauteur des espérances et qui pourra apporter une valeur ajoutée à l'existant.

**CHAPITRE 2 : ANALYSE
DES DONNEES ET
PRESENTATION DES
RESULTATS**

Il s'agit dans ce chapitre de présenter la méthodologie de notre étude et d'élaborer un modèle économétrique pouvant exister entre la filière palmier à huile et les autres secteurs d'activités économiques (le reste de l'agriculture, l'industrie et le service).

Ce chapitre comporte plusieurs parties. D'abord, on commencera par la méthodologie de notre étude et la descriptive analytique des branches dans la commune de Lokossa. Ensuite, on abordera les interprétations sur le modèle proprement dit.

SECTION 1 : La méthodologie

La méthodologie étant un élément privilégié de toute entreprise de recherche. Elle trace la procédure que nous avons suivie pour le choix de la zone d'étude, des échantillons, des techniques de collecte de données et des outils d'analyse des données.

a) Choix du site d'étude

La commune de Lokossa a été retenue pour cette étude non seulement parce qu'elle est l'un des milieux qui offrent des conditions favorables pour la culture du palmier à huile mais aussi à cause de l'importance capitale du secteur agricole dans l'économie de la commune de Lokossa. En effet, selon les statistiques de CARDER MONO- COUFFO, cette zone agro écologique est un part la plus reconnue en matière de production de palmier à huile car elle concentre la majorité des terres que constituent les écologies les plus propices à la production du palmier à huile et d'autre part, non seulement elle est sujette aux interventions de beaucoup d'institutions (INRAB, CARDER) et d'organisation non gouvernementale en matière d'aménagement des terres.

b) La recherche documentaire

Dans l'intention de parfaire notre étude, nous avons orienté nos recherches dans plusieurs centres de documentations. A cet effet, un certain nombre de documents écrits, répertoriés dans plusieurs centres ont été consultés. Le travail nous a amené à effectuer des recherches documentaires sur le site de MAEP, INSAE, au centre de documentation du CARDER MONO-COUFFO, outre cela nous nous sommes rapprochées des autorités communales et des données disponible sur le palmier à huile ont été exploité.

c) Modèle d'analyse

Les modèles macroéconomiques, comme les modèles keynésien ne présentent pas d'éléments détaillés sur les nombreux secteurs d'activités qui dans l'agriculture, l'industrie et les services constituent une économie.

Les interactions ou liaisons entre ces secteurs sont d'une importance fondamentale pour les planificateurs, qui doivent pour assurer la cohérence, surveiller parallèlement les équilibres macroéconomiques d'ensemble.

L'outil conçu pour mener à bien ces tâches est le Tableau Entrée Sortie (TES) .Ses deux inventeurs ne reflètent la souplesse et l'utilité. D'origine russe, l'économiste Wassily Leontief mit au point les tableaux d'échanges intersectoriels à Havard dans les années 1930 pour permettre une meilleure compréhension du fonctionnement d'économie moderne et par la suite faciliter la planification aux États Unis après la guerre. L'économiste russe Leonid Kantorovitch élaborera le même outil à peu près à la même époque, mais par une recherche distincte, en intégrant à la fois la demande finale et l'emploi des biens intermédiaires dans l'industrie, afin d'aider les services de planification de son pays à fixer les objectifs quantitatifs de l'économie soviétique. Le travail des deux économistes vaudra à chacun un prix noble.

Le TES est aussi Tableau d'échange intersectoriel ou encore Tableau imput – output (Terminologie anglo-saxonne), l'imput étant le facteur de production et l'output c'est ce qui est vendu par l'entreprise (HICKS, 1937).

Le TES est formé de la juxtaposition de tableaux. Il est destiné à décrire la structure de la production nationale. Il se présente sous forme synthétique. Les comptes de production et d'exploitation des branches qui sont lus en colonne et les équilibres ressources- emplois sur biens et services.

Le TES sert à montrer les flux de production d'un secteur d'activité vers un autre et des secteurs d'activités vers l'usage final (consommateur, investisseur et exportateur).

Le TES est un instrument de projection utilisé pour les prévisions à court terme (année en cours et année suivante) et à moyen terme (planification à 5 ans). Son utilité ne se limite pas à cet aspect. Il est en mesure d'apprécier les conséquences pour l'économie nationale des variations de certains prix et des progrès de productivités.

Rajemison et Younger (2000) ont utilisés le TES de 1995 pour évaluer l'incidence des principales taxes indirectes en vigueur à Madagascar. Ils ont abouti à la conclusion que le système d'impôts indirects reste largement progressif à Madagascar, sauf dans le cas du pétrole lampant qui reste nettement régressif.

Desjardins (2003) a évalué à l'aide du modèle entrée – sortie, l'apport économique total du secteur des pêches au nouveau Brunswick au plan provincial. Des résultats de son étude, on retient que l'apport économique du secteur du hareng sur la côte est du nouveau Brunswick est très important. En effet, l'auteur écrit « si l'on combine des effets directs, indirects et induits, l'on constate que ce secteur a des retombées de près de 1000 emplois mesurés en année personnes. Le secteur génère des revenus de plus de 25 millions de dollars et des ventes de plus de 86 millions de dollars. Sa contribution au PIB de la province est de 36.5 millions de dollars. Le secteur génère des

revenus gouvernementaux de l'ordre de 4.8 millions de dollars pour le fédéral et de près 3.7 millions de dollars pour le provincial »

La modèle d'analyse que nous aurions à utiliser dans le travail est un modèle d'équilibre général à plusieurs produits ou secteurs. Il s'agit du Tableau d'Entrée – sortie (TES) à contenu, importations avec les coefficients inclus de branches. Des stimulations sont faites dans le but de tirer des conclusions utiles pour l'étude. Ce modèle répond bien aux exigences de l'étude. Il permet de mener des comparaisons entre plusieurs filières, pays, politique économiques etc. Le TES permet donc de mesurer les effets directs, indirects et secondaires d'une filière dans une économie donnée. Pour cela le logiciel qui a été retenu est Excel.

d) Méthode de calcul

Des calculs sont faits dans le but d'adapter l'outil aux besoins de l'étude. En fait le TES de la commune de Lokossa n'est pas désagrégé. La valeur ajoutée est la différence entre la production et les consommations intermédiaires. La production, les consommations intermédiaires, les exportations, les importations, les subventions, les taxes se lisent directement dans le TES. Par contre, les taxes indirectes, la valeur ajoutée indirecte sont calculées par des méthodes itératives avec l'utilisation des coefficients techniques du TES. Le niveau des taxes est le cumul des taxes perçues le long de la filière. La part de la valeur ajoutée qui est allée aux agents de la commune est obtenue par la somme des valeurs ajoutées directes et indirectes. La valeur ajoutée directe représente la part de la production réservée aux agents nationaux hors commune et aux agents nationaux.

SECTION 2 : Analyse descriptive des secteurs

Les branches d'activités retenues pour notre étude sont le palmier à huile, le reste de l'agriculture, l'industrie et le service.

1- Palmier à huile

La population de la commune de Lokossa compte actuellement 104428 habitants (RGPH4) en 2010. L'agriculture est l'activité la plus exercée dans le secteur primaire. Elle occupe la majorité de la population active dont la tranche d'âge se situe entre 15 et 55ans. Dans la commune de Lokossa, plusieurs cultures sont pratiquées à savoir : le palmier à huile les cultures maraichères, le riz, le manioc la banane et la canne à sucre etc. Le palmier à huile demeure la principale culture de rente de la commune de Lokossa. D'importance différence peuvent être notés au niveau des arrondissements Agamè, koudo, houin, Lokossa et oudèmè.

Tableau 1 : Production en hectare de palmier à huile de 2014 à 2015

Arrondissements	Agamè	Lokossa	Oudèmè	Houin	Koudo
Production	64.5	96.75	38.7	38.7	83.85

De l'analyse de ce tableau, il ressort que les arrondissements d'agame, de koudo et de Lokossa durant l'année 2014 à 2015 ont produits plus que les autres arrondissements en termes de production.

Tableau 2:Productions en hectare comparées de palmier à huile de ces cinq dernières années

Années	2010-2011	2011-2012	2012-2013	2013-2014	2014-2015
Productions	825	25.94	32.4	57.456	322.5

D'après le tableau 2, nous constatons que de 2010 à 2011 l'augmentation de production du palmier à huile qui chute brusquement dans les années 2012. De 2012 à 2014, nous notons une légère augmentation de cette production jusqu'en 2015.

Il est également important de signaler que, malgré son importance économique dans la Commune, les statistiques agricoles disponibles au niveau du SCDA prennent très peu en compte les données de la filière palmier à huile du fait de leur complexité. Mais, il est évident que cette filière a une importance considérable dans l'économie de la Commune. La production du palmier à huile dans la Commune est issue de trois types de systèmes de production :

- Les plantations privées, de palmiers sélectionnés de variété Ténéra
- Les plantations de palmiers sélectionnées de variété Ténéra des Coopératives d'Aménagement Rural (CAR) ;
- Les palmeraies naturelles de variété Durèrent.

Les point de la réalisation des plantations de palmiers sélectionnés dans la Commune de Lokossa, se présente dans le tableau suivant.

Tableau 1: Réalisation en palmiers sélectionnés des plantations privées à la fin de 2013 à Lokossa

REALISATIONS Palmier sélectionné	2009-2010	2010-2011	2011-2012	2012-2013	2013-2014
Superficie (ha)	74	100	150	180	210
Cumul des superficies (ha)	279	379	529	709	919

Source : Statistiques SCDA Lokossa, 2014

De l'analyse de ce tableau, il ressort que pour estimer la production actuelle des plantations privées en palmiers sélectionnés et en considérant une durée nécessaire de 4 ans pour l'entrée en production selon l'itinéraire technique du palmier sélectionné, il convient donc de choisir les superficies cumulées de 2009 – 2010 qui sont de 279 ha. Avec un rendement moyen de 5.5 tonnes / ha (source : Enquête de terrain auprès des producteurs, 2014) la production actuelle des plantations privées peut donc être raisonnablement estimée à 1534,5 tonnes en 2013.

Il est important de signaler, qu'il existe dans la Commune, quatre Coopératives d'Aménagement Rural (Houin, Agamè, Koudo et Agnito), créées en 1962, sur une superficie de 4 063 ha, dont 1146 hectares en exploitation actuellement par 3 101 coopérateurs avec 2 102 coopérateurs de part A (exploitants) et 999 coopérateurs de part B (présumés propriétaires). Avec un rendement moyen de 4,163 kg, la production globale des CAR peut être estimée à 4 771 tonnes.

Les palmeraies naturelles sont créées à la suite du défrichement sélectif, qui a laissé les palmiers naturels en place pour leur mise en culture. Les plantations sont de faible densité et permettent d'associer des cultures vivrières. La palmeraie traditionnelle de la Commune est caractérisée par trois modèles différents d'exploitations :

- **Type A** : La palmeraie en forêt est une plantation de palmiers de différents âges à une densité de 100 à 200 pieds par hectare, qui constitue une forêt secondaire dégradée, normalement sans culture vivrière, dont la finalité est la production de régimes. Grâce à la présence de nombreux bas-fonds et plaines inondables, cette palmeraie est suffisamment productive, même avec une faible pluviométrie.

- **Type B** : La palmeraie de faible densité compte de 50 à 100 pieds au moins par hectare. Les palmiers sont régulièrement élagués pour pratiquer les cultures annuelles. C'est le modèle agro-écologique prédominant dans la Commune.

• **Type C : La palmeraie vignoble**, d'une densité de 500 pieds à l'hectare ou plus, a surtout pour finalité la production d'alcool de palme (Sodabi). Elle se développe par « tache de léopard » dans le paysage dans la Commune. Ce type de palmeraie est négligeable dans la Commune.

La production des palmeraies Dura est évaluée dans la bibliographie à environ 3 tonnes de noix par hectare ou plus, pour une palmeraie bien aménagée et en bonne santé¹. DISSOU (1988) a estimé la production moyenne du modèle A entre 1,5 et 2 tonnes de noix par hectare, celle du modèle B entre 0,5 et 1,5 tonne de noix par hectare et celle du modèle C comme négligeable. Ainsi, sur la base de la carte d'occupation de sol estimant la superficie des mosaïques de champs et jachères sous palmeraies à 39,32% de la superficie de la Commune (source : Landsat, 2006), on peut évaluer la superficie de la palmeraie naturelle à environ 8274,50 ha dont ¼ de la palmeraie forêt et ¾ de la palmerais de type B. En utilisant, une hypothèse relativement pessimiste 0,5 tonnes/ha (pour la palmerais de type B) et 1, 5 ha (pour la palmerais de type A), on peut estimer la production de la palmeraie naturelle de variété Dura à 6206 tonnes dans la Commune de Lokossa. Cette production cumulée avec celle de la variété Ténéra permet globalement d'évaluer la production de noix de palme de la Commune à 12511,5 tonnes.

1-1 - Organisation des acteurs au niveau de la filière palmier à huile

On rencontre le plus souvent des producteurs hybrides. De façon globale, on retiendra

- Les Planteurs individuels, Planteurs/Transformateurs et les organisations de producteurs ;
- Les transformateurs : Dans ce groupe, on trouve les producteurs et les organisations de producteurs disposant ou non d'unités de transformation semi artisanales ; des propriétaires d'unités de transformations à la recherche de noix pour leur entreprise de transformations ;
- Les collecteurs, acheteurs et commerçants qui sont constitués par des transformateurs disposant des moyens de stockage de l'huile de palme. Il y a aussi d'autres qui sont uniquement des acheteurs et collecteurs des produits.
 - Le Groupement Villageois de Producteurs de Palmier à Huile (GVPPH).
 - Les structures d'appui qui sont constituées des projets étatiques, les CARDER, les Partenaires Techniques et Financiers, la recherche agricole (CRA PP), les artisans producteurs de matériels de transformation et les structures d'appui aux producteurs individuels.

1-2- Maillon de la transformation

Les principales matières premières issues des exploitations de palmier à huile sont les noix de palme qui sont destinées en grande partie à la transformation. La production annuelle en noix de

palme est estimée à environ 11175 tonnes. Environ 80% de cette production est transformée dans la Commune.

La production annuelle d'huile de palme dans la Commune de Lokossa repose essentiellement sur le secteur artisanal. La transformation d'huile de palme ici est une activité essentiellement individuelle. Le recours à une main-d'œuvre non familiale (salarisée) ne se fait que très rarement. Il existe cependant des groupements de femmes (Gf) pratiquant cette activité. A l'initiative de ceux-ci, on retrouve souvent des organisations non gouvernementales (ONG) ou le Centre d'Action pour le Développement Rural (CARDER). Le principe de fonctionnement est dans la majorité des cas le suivant : les membres du groupement sont divisés en groupes de travail, et ces groupes se réunissent un certain nombre de jours par semaine pour travailler ensemble.

Selon les femmes enquêtées, la production d'huile de palme est une activité rémunératrice, contrairement à la plupart des autres activités de transformation agroalimentaire. Cela amène de fortes proportions de femmes à s'y intéresser, et les quantités produites par tête restent faibles. Cette situation a peu incité à la mécanisation, et les procédés de transformation sont restés entièrement manuels avec parfois usage des petits équipements comme les cuiseurs, les bacs, les fûts de 200 litres, les Épulpeurs motorisés. Lorsqu'une femme transforme les fruits de palmiers appartenant à un membre de sa famille (mari, beau-père, père...), deux solutions sont possibles : elle peut soit être embauchée par le planteur, qui gardera l'huile obtenue et la rémunérera en nature (huile) ou en espèces, soit acheter les régimes à leur propriétaire, et disposer, bien entendu, du produit fini après la transformation. Il est donc difficile de déterminer la proportion totale des transformatrices qui s'achètent des fruits. Ces dernières années, on assiste à l'émergence de nouveaux acteurs: les propriétaires privés de palmeraies sélectionnées. Ces planteurs s'investissent davantage dans la filière, et notamment dans l'aval. Un planteur sur deux transforme déjà tout ou partie de sa récolte, et les autres affirment leur volonté d'entamer cette activité. S'ils recourent encore majoritairement aux services des artisanes pour cette transformation, plusieurs raisons amènent à penser qu'ils utiliseront de plus en plus les techniques semi-artisanales dans les prochaines années.

Les femmes s'approvisionnement en matière première auprès des producteurs de la Commune. Entre les producteurs et les femmes ou les groupements de transformatrices il n'existe aucun lien formel d'affaires. Du fait de la petitesse de la taille des unités de transformation, la matière première est transportée des champs vers les unités de transformation par la tête et les taxis moto.

Les principaux produits consommés dans le procédé de transformation de l'huile de palme est le bois de chauffe et l'essence. Les bois de chauffe sont généralement obtenus dans les plantations de palmerais. Les bois servent pour la cuisson des fruits. Elle se fait dans un fût de 200

litres chauffé au bois sur un foyer généralement du type trois pierres, parfois amélioré par un socle enveloppant.

L'eau est également utilisée. Elle est ajoutée au magma résultant du malaxage de manière à doubler le volume et à diluer la masse afin de pouvoir séparer les noix et les fibres de l'émulsion crème huileuse libérée par le dépulpage.

L'huile produite dans la Commune est en partie consommée par les habitants de la Commune mais la grande partie est destinée à l'exportation (marché national et nigérian).

Le processus de transformation de l'huile rouge conduit à l'obtention de plusieurs autres sous-produits comme l'illustre le graphe ci-après. Il s'agit en un premier temps du Kpèlèbè et les noix. Le Kpèlèbè est vendu par les transformateurs/trices aux ménages pour servir de combustible. Les noix peuvent être cassées pour obtenir d'une part des amandes qui servent dans la production de l'huile palmiste et d'autre part les coques qui de plus en plus recherchées comme source d'énergie dans les unités de transformations puis par les usines de fabrique de ciment. Ces dernières années, il est remarqué que les amandes sont de moins en moins transformés en huile palmiste. Ils sont vendus directement aux commerçantes qui les exportent vers le Nigéria. La quantité moyenne de noix palmiste exportée par semaine dans la Commune est estimée à environ 50 Tonnes. Les quantités transformées sont infimes. Seule, une unité de transformation se trouve dans la Commune.

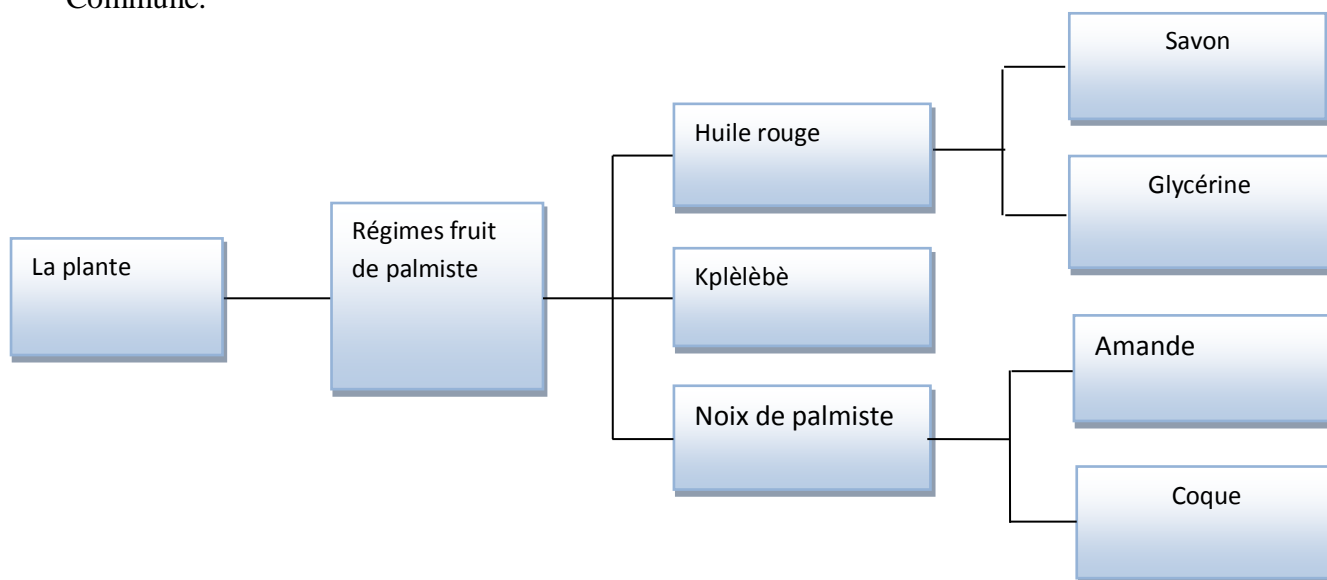


Tableau 2:Compte d'exploitation pour 1 tonne de noix de palme transformée

N°	Données	Fabrication de Kolè avec noix de palme naturel			Fabrication de Zomi avec noix de palme naturel			Fabrication de Kolè avec noix de palme sélectionné			
		Désignation	Unité	Qtité	PU	Montant (F CFA)	Qtité	PU	Montant (F CFA)	Qtité	PU
1	Charges										
1.1	Noix de palme	kg	1 000	47	47 297	1 000	47	47 297	1 000	54	54 054
1.2	Transport	U	1 000	4	4 054	1 000	4	4 054	1 000	4	4 054
1.3	Mouture	U	1 000	2	1 892	1 000	2	1 892	1 000	2	1 892
1.4	Eau	U	54	25	1 351	54	25	1 351	81	25	2 027
1.5	Bois de chauffe	U	5	300	1 622	6	300	1 922	5	300	1 622
1.6	Main d'œuvre	h/j	11	1 000	10 811	12	1 000	11 811	14	1 000	13 514
1.7	Amortissement équipement	u			541			541			541
	Total charges				67 568			68 868			77 703
2	Production										
2.1	Huile	l	135	440	59 459	130	600	78 081	270	440	118 919
2.2	noix palmiste	U	97	225	21 892	97	225	21 892	108	225	24 324
2.3	coque	U	11	350	3 784	11	350	3 784	5	350	1 892
2.4	Kpèlèbè	U	38	125	4 730	38	125	4 730	38	125	4 730
	Total Production				89 865			108 486			149 865
	Résultats net d'exploitation				22 297			39 619			72 162
	Taux de rentabilité (TR)				33%			58%			93%

Source : Enquête de terrain, 2014

L'analyse de tableau révèle que le résultat net d'exploitation qui se dégage de la transformation des noix de palmistes naturelles en huile Kolè est de 22.297 F CFA, celui de la fabrication de l'huile Zomi avec les noix naturels est de 39.616 F CFA (soit une augmentation de 78 %) contre 72.162 F CFA pour l'huile Kolè fabriquée à base de noix sélectionnée (soit 224 % supérieur au résultat du premier type). On note que les plants améliorés créent plus de valeur ajoutée que les plants naturels. De plus le Zomi permet d'améliorer la valeur ajoutée de noix traditionnelles. En effet, le résultat net d'exploitation d'un litre de Zomi est le plus élevé du fait de la meilleure valorisation du produit par le prix. Il est donc évident que l'évolution de la technologie de production du Zomi avec des noix de palme sélectionnées ou un mélange noix traditionnelles et sélectionnées permettra à coup sûr l'amélioration de la compétitivité de cette filière.

Tableau 3: Analyse de la contribution des différentes productions végétales à la richesse locale au sein du sous-secteur agricole

Type de spéculation	Production en valeur	Coût de production	Revenu total	Contribution au revenu du sous-secteur	Vente des produits à l'extérieur de la commune	Taux d'exportation	Coût des Facteurs de productions importés	Taux d'importation de facteurs de production	Solde des flux financiers	Participation à la contribution du sous-secteur à l'économie locale
Maïs	2 421 156 676	1 304 552 034	1 116 604 642	26%	726 347 003	30%	270 236 461	21%	456 110 542	18%
Manioc	2 001 868 926	514 696 372	1 487 172 553	35%	1 000 934 463	50%	85 959 055	17%	914 975 408	37%
Riz	44 415 873	19 938 987	24 476 886	1%	13 324 762	30%	3 689 570	19%	9 635 192	0%
Patate douce	30 508 172	5 797 966	24 710 206	1%	6 101 634	20%	67 670	1%	6 033 964	0%
Niébé	106 102 598	30 433 359	75 669 240	2%	21 220 520	20%	5 114 434	17%	16 106 085	1%
Arachide	70 115 035	14 537 647	55 577 387	1%	3 505 752	5%	2 023 988	14%	1 481 763	0%
Tomate	188 174 151	26 156 002	162 018 149	4%	112 904 491	60%	5 472 155	21%	107 432 336	4%
Piment	84 086 634	45 930 570	38 156 064	1%	50 451 980	60%	8 057 924	18%	42 394 057	2%
Gombo	74 407 000	18 387 394	56 019 605	1%	44 644 200	60%	3 064 474	17%	41 579 726	2%
Légumes feuilles	138 513 766	66 908 910	71 604 856	2%	96 959 636	70%	7 428 410	11%	89 531 226	4%
Ananas	33 830 093	16 329 784	17 500 308	0%	10 149 028	30%	4 745 998	29%	5 403 030	0%
CANNE SUCRE à	42 165 934	9 334 125	32 831 810	1%	31 624 451	75%	1 918 693	21%	29 705 757	1%
Banane plantain	45 785 870	7 355 503	38 430 367	1%	27 471 522	60%	1 844 942	25%	25 626 580	1%
Coton	21 200 000	30 000 000	-8 800 000	0%	21 200 000	100%	15 000 000	50%	6 200 000	0%
Palmier huile sélectionné à	630 562 500	5 605 495	624 957 005	15%	378 337 500	60%	1 699 271	30%	376 638 229	15%
Palmier huile naturel à	620 587 500	182 609 854	437 977 646	10%	372 352 500	60%	19 971 569	11%	352 380 931	14%
Total	6 553 480 726	2 298 574 003	4 254 906 723		2 917 529 440	45%	436 294 614	19%	2 481 234 826	

Source : Estimation CESAD sur la base des statistiques SCDA et enquête terrain, 2014

De l'analyse de ce tableau, il ressort que le manioc, le maïs, le palmier à huile et les cultures maraîchères (légumes feuilles, tomate, gombo, piment), sont les productions végétales les plus importantes filières de la Commune de Lokossa en termes de valeur ajoutée avec respectivement avec une valeur ajoutée de 1.487.172.553 F CFA (35%), 1.116.604.642 F CFA (26%), 1.062.934.650 F CFA (25%) et 327.798.674 F CFA (8%).

En ce qui concerne la participation à la contribution du sous-secteur à l'économie locale, le manioc vient en tête avec une contribution de 914.975.408 F CFA (37%) suivi du palmier à huile naturels avec 729.019.159 F CFA (29%), du maïs avec 456.110.542 F CFA (18%) et des cultures maraîchères (légumes feuilles, tomate, gombo, piment) avec 280.937.345 F CFA (11%) (Confère Figure 3).

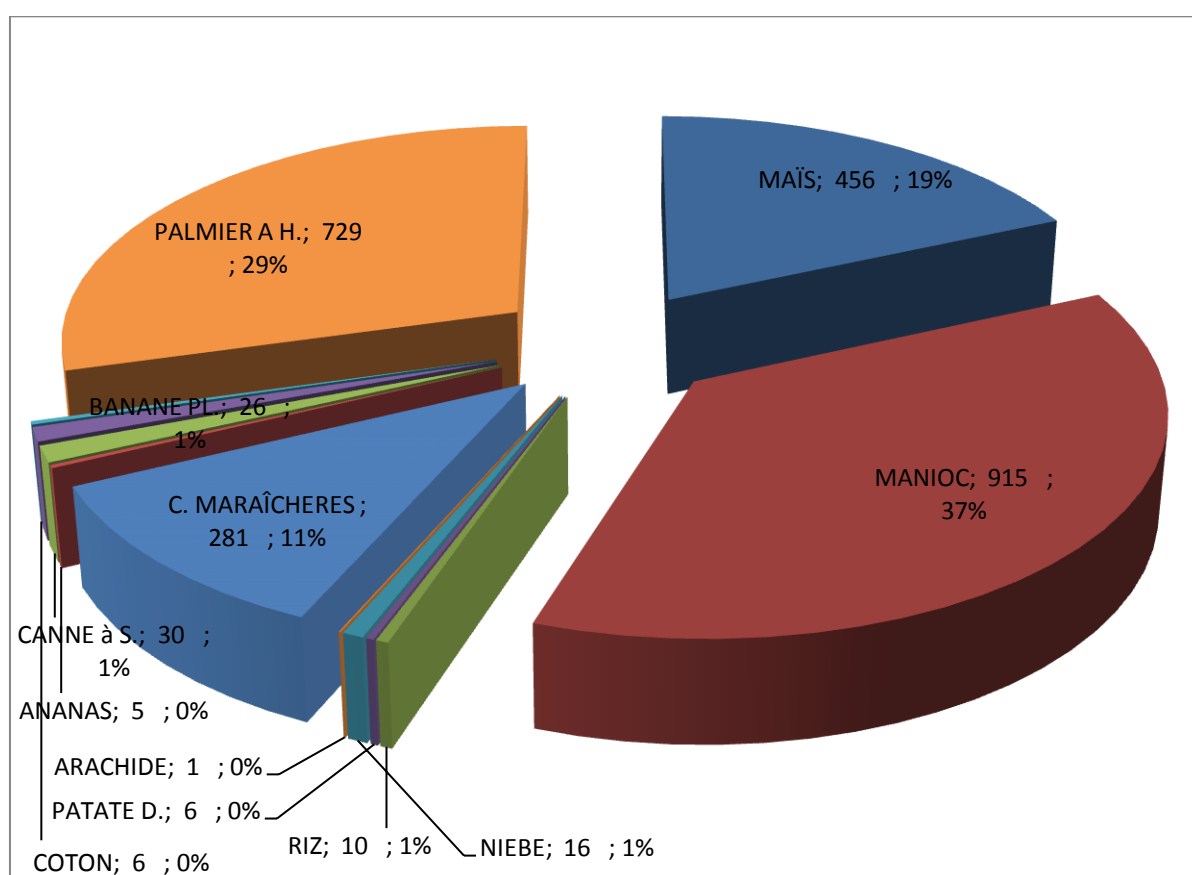


Figure 1: Analyse comparée de la contribution des spéculations végétales à la richesse locale au sein du sous-secteur Agriculture
Source : Analyse CeSAD, 2014

2- Reste de l'agriculture

Le reste de l'agriculture est composé essentiellement des cultures vivrières et les cultures maraichères.

En dehors du palmier à huile, la production vivrière a connu des augmentations sur ces dernières années. Il s'agit ici de mesurer l'effet de la production de quelque culture.

Tableau 4:Évolution des emblavures (en hectare) des spéculations agricoles sur 5 dernières campagnes (2009 à 2013) dans la Commune de Lokossa

Campagne	2009-2010	2010 - 2011	2011 - 2012	2012 - 2013	2013 - 2014	Moyenne
Mais	5 419	6 946	9 565	9 864	17 851	9 929
Riz	48	75	94	100	139	91
Manioc	1 060	1 344	1 795	1 785	3 462	1 889
Patate douce	16	32	37	44	40	34
Niébé/haricot	62	175	230	242	238	189
Arachide	158	114	149	44	43	101
Tomate	79	94	123	109	158	112
Piment	150	89	109	76	131	111
Gombo	50	41	57	53	182	77
Légumes feuilles	99	104	128	112	216	132
Banane					19	19
Coton				138	62	100
Ananas			14	24	2	13
Canne à sucre	45	28	11	28	59	34
ENSEMBLE	7 186	9 040	12 312	12 617	22 602	12 832

Source : SCDA, 2013

En dehors du palmier à huile, le maïs et le manioc constituent les principales cultures de la Commune en termes d'emblavures. En effet, ces cinq dernières années, les emblavures moyennes annuelles du maïs et du manioc sont respectivement de 9 929 ha et 1 889 ha. Ces deux spéculations occupent 92% des emblavures totales annuelles des productions végétales. L'ensemble des cultures maraichères font en moyenne 432 ha au cours de la même période soit 3% des emblavures totales. Le riz et le niébé, connaissent de forte progression en termes de superficies ces cinq dernières années passant respectivement de 48 à 139 ha et 62 à 238 ha. En ce qui concerne les autres spéculations, il faut noter qu'elles se font sur des superficies comprises entre 13 et 34 ha depuis cinq ans.

Au même titre que les superficies, la production des spéculations au cours des cinq dernières années a évolué selon les mêmes tendances (Tableau 3).

Tableau 5: Production moyenne (en tonne) des spéculations agricoles des 05 dernières campagnes (2009 à 2013) dans la Commune de Lokossa

Campagne	2009-2010	2010 -2011	2011 - 012	2012 -2013	2013 - 2014	Moyenne
Mais	9 845	13 086	15 931	14 675	22 688	15 245
Riz	171	263	366	351	612	352
Manioc	14 840	19 620	26 024	24 323	46 734	26 308
Patate douce	189	295	276	331	80	234
Niébé/haricot	90	190	235	239	162	183
Arachide	142	115	145	37	24	92
Tomate	660	742	613	608	391	603
Piment	135	76	94	67	53	85
Gombo	165	106	137	111	110	126
Légumes feuilles	352	110	463	456	906	458
Banane					276	276
Coton				110	50	80
Ananas			105	302	25	144
Canne à sucre	1 025	624	220	392	336	519

Source : SCDA, 2013

Le tableau suivant présente la situation de la production de même que les rendements et les superficies moyennes des spéculations agricoles des 05 dernières campagnes (2009 à 2013) dans la Commune de Lokossa.

Tableau 6: Production moyenne des spéculations (en tonne) agricoles des 05 dernières campagnes (2009 à 2013) dans la Commune de Lokossa

Spéculation	Moyenne		
	Superficie (ha)	Production (T)	Rendement (kg/ha)
Mais	9 929	15 245	1 625
Riz	91	352	3 778
Manioc	1 889	26 308	14 044
Patate Douce	34	234	7 595
Niébé/Haricot	189	183	1 046
Arachide	101	92	854
Tomate	112	603	5 864
Piment	111	85	782
Gombo	77	126	2 200
Légumes Feuilles	132	458	3 302
Banane	19	276	14 500
Coton	100	80	800
Ananas	13	144	10 233
Canne à sucre	34	519	17 030

Source : SCDA, 2013

Il faut noter que les cultures maraîchères pratiquées dans la Commune sont la tomate, le piment, le gombo et les légumes feuilles. La production des légumes feuilles est la dominante de cette filière avec une moyenne annuelle de 132 ha suivie de la tomate 112 ha et de piment 111 ha.

3- Industrie

Le tissu industriel de Lokossa est en construction. Il se résume aux industries de textiles à savoir la Compagnie Béninoise des Textiles du Bénin (CTB), la Société Industrielle des Textiles (SITEX), spécialisées dans la transformation de coton en tissu écru et les boulangeries les scieries *etc.*

Le compte d'exploitation de ce sous-secteur est présenté dans le tableau ci-dessous :

Tableau 7: Contribution des activités des Petites ou Moyennes Industries (PMI) à la richesse locale

Petites ou Moyennes Industries (PMI)	Nombre	Données moyennes par PMI			Production brute totale (FCFA)	Coût de production	Revenu total	Situation des flux financiers				
		Production brute moyenne (FCFA)	Coût de production moyen	Revenu moyen				Valeur nette des exportations	Taux d'exportation	Coût des Facteurs de productions importés	Taux d'importation des facteurs de production	Solde des flux financiers
Scierie	14	17 784 615	12 369 231	5 415 385	213 385 415	148 769 430	64 984 615	85 366 154	40%	44 231 529	30%	40 836 923
Boulangerie et Pâtisserie	5	24 715 833	8 790 389	15 925 444	123 167 579	43 951 945	79 627 222	49 431 667	40%	13 584 185	30%	36 246 083
Industrie textile	2	4 000 000 000	2 500 000 000	1 500 000 000	8 000 000 000	5 000 000 000	3 000 000 000	7 680 000 000	96%	3 750 000 000	75%	3 930 000 000
Total					8 336 994 551	5 192 382 714	3 144 611 837	7 814 797 821		3 807 714 814		4 007 083 006

Source : Calcul Ce SAD sur la base des données enquêtes, 2014

4- Service

Le service est une branche très importante dans la contribution de l'économie locale de la commune de Lokossa. Les services que nous rencontrons dans la commune sont : le transport, la restauration, les loisirs, l'hôtellerie et les services financiers.

Le tourisme, la restauration, les loisirs et l'hôtellerie

Lokossa est une Commune regorgeant de multiples et variables potentialités touristiques. On peut entre autres citer comme patrimoine culturel que constitue Lokossa le musée GNONNAS Pedro; la statuette du fondateur de la Commune de Lokossa ; la place KOSSOU-Agbon; les vestiges de l'Iroko (Lokotinsa) indiqué par l'oracle sensé de leur apporter la quiétude d'où viendra le nom Lokossa que porte actuellement la ville et le jeune pousse d'Iroko qui a poussé après la chute du premier; la cathédrale Saint Pierre Claver; la place de l'indépendance lowunvodo; des temples de zangbéto; de vodoun de Akodédjro; le Temple Dah Alofa de Toguèmè; l'Arbre Botin dans le village de Gbédji-Doukonta; les hippopotames et oiseaux du Lac Doukon; la célèbre partie de la pêche à main nue qui est une technique traditionnelle de pêche innovée par les pêcheurs de Duimè, devenue un objet de curiosité s'organisant sur le Lac Toho à Duimè dans l'Arrondissement de Houin où une frange de la population spécialisée dans les activités de pêche, plonge en eau profonde pour chasser et pêcher de poissons. Ce mode de pêche a la réputation d'amuser les populations riveraines et d'attirer de curieux gens. Elle se fait trois (3) par semaine et est interdite les vendredis. En terme de culture, nous avons le centre d'Eveil et d'Animation de base; le centre des Sports de mains adjacentes à la maison du Peuple de Lokossa en prenant la route bitumée en allant vers l'UIT sur la droite et le centre des Jeunes d'Agnivèdji.

A Lokossa, on a environ vingt (20) hôtels. Parlant d'hôtel, on peut citer « Le BARON » de TCHECOUNOU Codjo; la « MADELAINE » de GBAHOUNGBA Antoine; « Sous l'IROKO » de Sossou DAKPE le maire de la Commune ; « LINK Hôtel » de VLAVONOU Jean ; la « RESIDENCE MANEL » de VLAVONOU Jean ; « l'Hôtel de l'Etoile Rouge » de Fanou Justin ; « RAMAH Hôtel » de NOURATOU YESSOUFOU; « kénil Hôtel »; « JB Prince Hôtel » ; « KASS Night-club ». Par ailleurs, nous notifions l'installation de sept (7) auberges/motels dans la Commune constituant notre aire de travail. On peut citer « LE RETOUR » de ZANNOU Alexandre; le BARBOT; Chez ALOFA; Les Cocotiers; le Baobab; Pension YAKO et Auberge « Les Intimes ».

Il y a une seule boutique d'art situé au carrefour du premier Collège d'Enseignement Général de la ville de Lokossa et quatre restaurants. Les sites les plus visités sont l'Hippopotame et la pêche à main nue qui se fait sur le lac Duimè. Ces deux sites sont visités par 20 personnes en moyenne par jour mais pendant les vacances, ils sont mieux visités. Les autres sites sont souvent visités la nuit pour des rituels et culturels et nécessitent ainsi une certaine intimité et discrétion. La

Mairie a formé 10 guides pour la gestion de ces sites mais ces derniers sont oisifs, ils n'ont aucun chiffre. Les sites ont leurs gestionnaires choisis par les populations des zones dans lesquelles se situent ces sites et ils ne rendent aucun compte à la Mairie. Néanmoins, ce secteur valorise et fait connaître les potentialités touristiques de la Commune et nourrit les gérants de ces sites. Il reste donc à mieux l'organiser avec la population riveraine.

Pour l'Hôtellerie, on peut dire qu'il nourrit environ 100 personnes tandis que la restauration nourrit 60 personnes en moyenne.

Le transport et logistique

Le réseau routier de la République du Bénin est composé de Routes Nationales Inter-Etats (RNIE), de Routes Nationales (RN), de pistes de desserte rurale et des voies urbaines. Le patrimoine routier de la Commune de Lokossa se présente comme suit :

- RN à chaussée revêtue : 15km. Il s'agit du tronçon Toguèmè-Agamé de la route nationale 2 (RN2 : Comé-Lokossa-Dogbo); RN à chaussée non revêtue : 15km. Il concerne le tronçon Lokossa- Ouèdémé de la Route Nationale 2 bis (Lokossa-Dévé-Aplahoué) et de la section Tinou-Tozounmè de la route nationale 21 (Comé-Possotomé-Bopa-Lobogo-Tozounmé-Dogbo);
- 22km de voies urbaines dont 10km aménagés en pavés ; 70 km de pistes de desserte rurale dont la plupart assure la liaison entre les chefs-lieux de Commune et les chefs-lieux d'Arrondissement. Si certaines pistes sont impraticables en saison des pluies, la Mairie est très proactive dans l'entretien des dessertes rurales. Au total 29 pistes rurales sont présentes dans la Commune sur plusieurs kilomètres, on peut récapituler ceci de façon suivante : La longueur cumulée de caniveaux construits est de 15.000 mètres linéaires (ml) environ. On peut retenir que l'ouverture et l'entretien des pistes rurales, constituent les principaux travaux que la Commune effectue en ce qui concerne le réseau routier et que ces travaux connaissent d'évolution d'une année à l'autre.

Les modes de transport les plus utilisés dans la Commune est le transport en véhicule et par taxi moto. Les passagers viennent de Cotonou, Porto-Novo, Togo et les Communes environnantes. Les taxis motos communément appelés «Zémidjans» sont des modes de transports qui sont utilisés par les habitants de la Commune de Lokossa. Ces taxis motos servent à acheminer les marchandises et à assurer le transport des populations. Il existe plusieurs «parkings» où ces motos sont dénombrées. Les engins utilisés sont des motocyclettes de marque chinoise et japonaise de petite et moyenne cylindrées. Les localités desservies par ce type de transport sont essentiellement celles des Communes de Lokossa et environs. Les produits transportés sont le maïs, le gari, la patate douce, le manioc, l'ananas, la banane, le ciment et les casiers de bière.

En ce qui concerne les véhicules ceux qui sont plus adoptés sont les véhicules 404 et 504

bâchées pour les commerçants, les 504 à neuf (9) places et les fourgonnettes J9. Ces transports se font tous les jours avec des variations des provenances et destinations des clients.

Plus le volume de marchandises est important et provenant d'un lieu relativement éloignés de Lokossa, les véhicules sont plus mis à contribution. Tandis que pour les petites marchandises à transporter d'un point à l'autre de la Commune, les taxis moto sont sollicités. Les véhicules les plus adoptés sont les 404 et 504 bâchées pour les commerçants, les 504 à neuf (9) places et les fourgonnettes J9.

Les services financiers

Plusieurs institutions interviennent dans la Commune de LOKOSSA. On dénombre au total neuf (9) sur déclaration des autorités locales mais six (6) fonctionnelles sont observées. On peut entrer autres citer: PADME, PAPME, BETHESA, ASMAB, FINADEV, CLCAM, BOA nouvellement installée, ECOBANK et ORABANQ. Il faut noter qu'on a écopé de grandes difficultés pour la collecte des données à ce niveau à cause de la sensibilité des questions, de la réticence des acteurs intervenant dans ce secteur et la mauvaise volonté de certains à fournir les renseignements.

Les prêts consentis par ces structures sont de divers ordres à savoir : prêts aux commerçants, aux agriculteurs et aux transporteurs à PADME.

A la BOA, la structure est installée le 25 Septembre 2013. Tout l'effort est concentré à l'instant sur le marketing et à la mise en place d'un dispositif capable de rendre des services de qualité. Néanmoins c'est avec grand intérêt que les responsables de l'antenne de la banque, ont répondu très ouvertement aux questions. En termes de types de prêts consentis, on peut retenir les prêts classiques à la consommation octroyés aux personnes physiques (équipements et matériels), les prêts immobiliers (résidences, achat de parcelles,...etc.) adossés aux salaires domiciliés. Les personnes morales regroupant les commerçants, artisans et agriculteurs. Il est basé sur le fonds de roulement de ces derniers. A cette catégorie sont octroyés, les crédits d'exploitation liée à l'activité ayant une durée maximale de 24 mois. Les crédits d'investissement sont destinés à l'achat des outils de travail. Il y a les crédits agricoles octroyés à l'Etat et aux gros commerçants sous forme de crédit de campagne. Le crédit agricole n'est pas encore bien maîtrisé, car le système de risque n'est pas cartographié. On note donc une réticence à cause de l'inexistence d'un fonds de garantie. Pour ce type de crédit, on adapte l'échéance aux cycles de production. Il est souhaité à cet effet que la structure faîtière les représentant servent de garanti au niveau de la BOA pour faciliter à ses membres l'accès aux différents facteurs de producteur. La CTB également peut mieux orienter ses subventions aux producteurs dans ce sens.

À ORABANK, trois types de crédits sont octroyés : les crédits à court, moyen et long termes. Les crédits de court terme sont d'une durée d'un (1) an, les crédits à moyen terme d'une durée maximale de sept (7) ans et les crédits à long terme d'une durée supérieure à sept (7) ans.

Les prêts octroyés à PADME ne dépassent pas dix millions (10 millions) et la marge minimale est de vingt mille franc CFA (20 000 FCFA). Le taux d'intérêt est de 2% dégressif le mois pour toute catégorie de personnes. A la BOA, les crédits d'exploitation liés à une activité et un investissement, sont accordés pour une durée maximale de 24 mois. Pour le crédit agricole, les échéances sont définies en fonction des cycles de production. Pour ce qui concerne le taux d'intérêt, il est de 13% l'an hors taxe. Dans la pratique, il est important de noter une réduction de ce taux lorsque le risque présenté par le projet du client est faible. Alors que les taux d'intérêts accordés à l'Etat par la BOA peuvent descendre jusqu'à 8% à cause de sa crédibilité. En ce qui concerne le volume moyen, il n'y a pas encore eu de prêts de quelque genre dans la Commune de Lokossa, puisque la banque vient de s'installer dans la Commune. Les taux d'intérêt varient de 8% à 15%, à ORABANK et le volume moyen des prêts par an est de huit cent millions (800 000 000) francs CFA.

Les conditions de remboursement sont variables suivant le secteur d'activités du bénéficiaire ou client. Pour les fonctionnaires, l'échéance est mensuelle; s'il s'agit des producteurs, l'échéance est définie en fonction des périodes des récoltes tandis que pour un commerçant l'échéance est clairement définie. Les conditions d'obtention se résument comme suit : Etre de nationalité béninoise; avoir une activité génératrice de revenu et être d'une bonne moralité. De façon particulière au niveau des banques, l'importance des opérations effectuées sur ses comptes, constitue aussi une condition d'octroi de crédit. Il est important de faire cas des crédits de groupe où la caution solidaire sert de garantie mais avec les clients individuels, des garanties matérielles telles que les parcelles ou fiche de paie sont présentées.

Le niveau moyen d'endettement des clients est relatif à leurs capitaux propres. Deux ratios sont octroyés : 100% c'est-à-dire qu'un client ayant domicilié son salaire dans cette institution peut obtenir un crédit égal au montant du salaire. Le second ratio est en lien avec les fonds de roulement. A ce niveau 150 % du fonds de roulement peut être accordé. Ces taux sont appliqués par PADME par contre le taux d'endettement appliqué au niveau de ORABANK est de 33%.

Certaines structures comme PADME contractent des crédits mutuels mais la structure n'octroie pas des services d'épargne dans la Commune de Lokossa. La BOA n'a pas encore mis en place le crédit mutuel mais le service d'épargne (ordinaire, compte épargne logement, épargne

ambition de proximité) est octroyé aux clients. Mais quant aux crédits mutuels, l'expérience ailleurs a montré qu'il ne présente pas de garantie en termes de confidentialité et d'assurance aux clients.

A la BOA, les crédits d'exploitation liés à une activité et ou à un investissement, sont accordés pour une durée maximale de 24 mois. Pour les crédits agricoles, les échéances sont définies en fonction des cycles de production. Pour ce qui concerne le taux d'intérêt, il est de 13% l'an hors taxe. Dans la pratique, il est important de noter une réduction de ce taux lorsque le risque présenté par le projet du client est faible. C'est ainsi que les taux d'intérêts accordés à l'Etat par la BOA peuvent descendre jusqu'à 8% à cause de sa crédibilité. En ce qui concerne le volume moyen, il n'y a pas encore eu de prêts de quelque genre dans la Commune de Lokossa, puisque la banque vient de s'installer dans la Commune. À ORABANK, trois types de crédits sont octroyés : les crédits à court, moyen et long termes. Les crédits à court termes ont une échéance d'un an ; les crédits à moyen terme d'une durée de sept (7ans) les crédits à long terme d'une durée supérieure à sept ans (7ans). Les taux d'intérêt varient de 8% à 15% et le volume moyen des prêts par an est de huit cent millions (800 000 000) francs CFA.

Dans toutes les banques et la plupart des institutions de micro finance, il faut avoir un compte, bien mouvementer son compte, disposer d'une activité présentant de bonnes perspectives et présenter une garantie. En ce qui concerne le remboursement, il est adapté à l'activité. Pour les crédits d'exploitation, il varie de 12 à 24 mois alors que le remboursement des crédits de campagne est en fonction de la période d'entrée des recettes.

En dehors de l'établissement des pièces administratives facilitant l'ouverture de compte bancaire ou l'accès au crédit aux clients, les autorités n'engagent aucune action envers la structure. Néanmoins, il faut signaler l'appui sécuritaire de la Mairie, à la BOA, reconnue par les responsables de ladite banque. Il n'y a pas encore eu un contrat en bonne et due forme avec la Mairie ; le processus est en cours. Aussi est-il important de mettre en exergue le partenariat renforcé avec la gendarmerie et la perception.

Les transferts se notent à plusieurs niveaux. Il s'agit des transferts des salaires des clients ayant domicilié leurs salaires au niveau, les transferts (envoi) de fonds des clients à leurs proches (parents, amis et étudiants...) et des opérateurs économiques formels ou informels, artisans et autres pour les opérations.

Au niveau de PADME, Il n'y a pas un système informatisé en place, c'est donc Cotonou qui centralise toutes les données. Il y a néanmoins un prélèvement de taxes de la Mairie au niveau de la structure. Ces montants s'élèvent à 260000 FCFA en moyenne par an.

A la BOA, pour le mois décembre 2013, les flux de transferts entrants et sortants se présentent comme suit :

- les Dépôts : neuf cent soixante-dix millions, pour environ 1500 opérations ;
- les Retraits : Un milliard (1 000 000 000) FCFA, pour environ 3000 opérations;
- Les envois Western Union : Huit millions (8 000 000) FCFA pour 400 opérations;
- Les Retraits Western Union : Vingt millions (20 000 000) FCFA pour 160 opérations;
- Les Remises de chèque : Sept cent un million soixante-dix milles (701 070 000) FCFA, pour 300 opérations.
- A ORABANK, les statistiques de l'an 2013 se présentent comme suit :
- Les Dépôts : vingt-cinq milliards (25 000 000 000) FCFA; dont quinze milliards (15 000 000 000) FCFA avec l'État.
- Les Retraits : Quatorze milliards (14 000 000 000) FCFA
- Oryx réception : Vingt-cinq millions (25 000 000) FCFA ;
- Oryx envoi : Sept millions (7 000 000) FCFA.

Les flux de transfert sont capitalisés à deux niveaux. Pour ce qui concerne les dépôts, ça fait un total de 17,5 milliard 500 millions. Les retraits sont estimés à 15 milliards.

Le tableau suivant présente la contribution des activités de services à la création de la
richesse locale

Tableau 8: Contribution des activités de tourisme, de restauration, de loisirs, d'hôtellerie, de transport et d'autres services marchands à la richesse locale

Activités	Effectif des acteurs	Données moyennes			Chiffre d'affaires totales	Charges annuelles totales	Revenu total	Situation des flux financiers				
		Chiffre d'affaires moyen	Charges annuelles moyennes	Valeur Ajoutée moyenne				Valeur nette des exportations	Taux d'exportation	Coût des Facteurs de productions importés	Taux d'importation des facteurs de production	Solde des flux financiers
Transports moto	1 200	840 000	480 000	360 000	1 008 000 000	576 000 000	432 000 000	302 400 000	30%	115 200 000	20%	187 200 000
Transports auto	70	6 006 000	2 550 000	3 456 000	420 420 000	178 500 000	241 920 000	168 168 000	40%	71 400 000	40%	96 768 000
Photocopie-Saisie-cyber, etc...	12	3 120 000	1 820 000	1 300 000	37 440 000	21 840 000	15 600 000	3 744 000	10%	10 080 000	46%	-6 336 000
Restauration (cafétéria, buvette, restaurants, services traiteurs)	90	10 440 000	6 264 000	4 176 000	939 600 000	563 760 000	375 840 000	281 880 000	30%	169 128 000	30%	112 752 000
Hôtellerie (hôtel et motèl) : 170 lits	10	16 830 000	8 670 000	8 160 000	1683000 00	86 700 000	81 600 000	841500 0	50%	8 670 000	10%	75 480 000
Autres Services marchands					2338411 25	5192374 5	1819173 80	584602 1	25%	103847 49	20%	48 075 532
Total					2 807 601 125	1 478 723 745	1 328 877 380	898 802 281		384 862 749		513 939 532

Source : *Estimation CeSAD sur la base des enquêtes auprès des acteurs, 2014*

Les ordres de grandeur sont illustrés par le graphique ci-dessous.

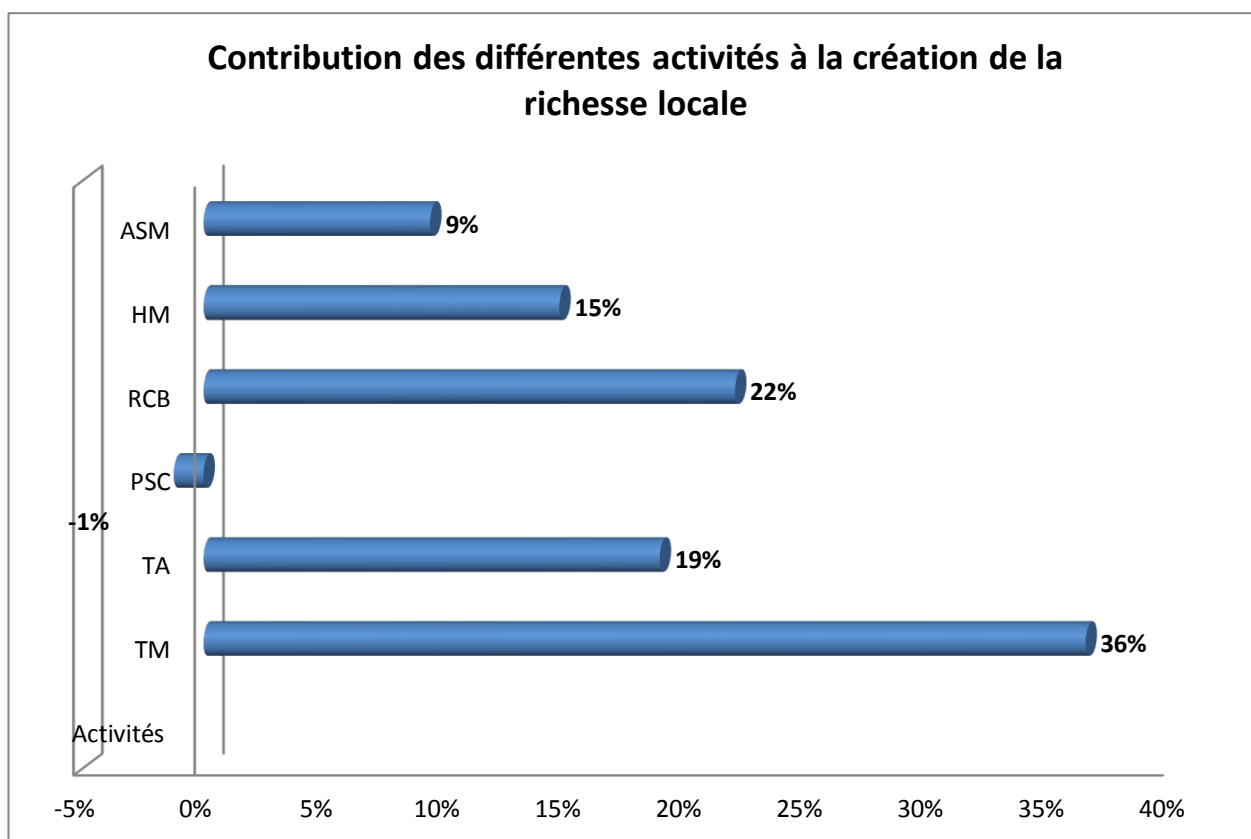


Figure 2: Analyse comparative de la contribution de chaque famille d'activités au sein du sous-secteur des services

Source : Analyse CeSAD, 2014

TM= Transports moto ; **TA** = Transports auto ; **PSC**=Photocopie-Saisie-cyber ;

EMSP =Enseignement maternel primaire secondaire privé ; **RCB** = Restaurants Cafétéria et Buvettes ;

HM= Hôtel et Motel ; **SF**= services financiers ; **ASM** =Autres Services marchands.

L'analyse du graphique révèle que la Commune de Lokossa enregistre en moyenne un solde annuel de flux dans le sous-secteur des services s'élevant à **513 939 532 F CFA**. Ce montant est essentiellement lié à la position carrefour de la Commune de Lokossa. De l'analyse du graphe, il ressort qu'en termes de contribution à la création de la richesse locale, le classement des différentes activités de services se présente comme suit :

1. Transports moto ;
2. Restauration, cafétéria et buvette ;
3. Transports auto ;
4. Les services financiers ;
5. Hôtellerie (hôtel et motel) ;
6. Autres Services marchands.

L'Enseignement maternel et primaire privé et les services de Photocopie-Saisie-cyber, ont des contributions négatives à la création de la richesse locale du fait de leur fort taux de consommation de facteurs importés et de la forte clientèle locale.

SECTION 2 : Estimation du modèle et analyse des résultats

Avant d'estimer le modèle, il faut dire que l'économie de la commune de Lokossa repose sur les secteurs économiques générateurs d'emplois de revenus. Il s'agit de palmier à huile, le reste de l'agriculture, l'industrie et le service.

Paragraphe 1 : Présentation du modèle

Les étapes dans l'estimation du modèle sont le calcul des coefficients techniques, le taux d'intégration et le remplissage du modèle.

1 - Rappel du modèle TES

	Palmier à huile	Reste de l'agriculture	industrie	services	Total CI	Consommation finale	dépenses du gouvernement	exportations
Palmier à huile	CI ₁₁	CI ₁₂	CI ₁₃	CI ₁₄				
Reste de l'agriculture	CI ₂₁	CI ₂₂	CI ₂₃	CI ₂₄				
industrie	CI ₃₁	CI ₃₂	CI ₃₃	CI ₃₄				
Services	CI ₄₁	CI ₄₂	CI ₄₃	CI ₄₄				
Total CI								
Production								
Impôts								
Subvention								
Importations								
Marge Commerciale								
Transport								

Paragraphe 2 : Résultats et discussion après le Tableau Entrée Sortie de 2013

La valeur de la production de palmier à huile en 2013 s'élève à 1251150000 milliards de FCFA. Les exportations sont estimées à environ 8 millions. Cette baisse des exportations par rapport à la production s'explique par la différence entre les prix intérieurs et ceux à l'exportation mais aussi et surtout par des importations en provenance des autres communes du Benin et les pays limitrophes du Benin (Togo, Nigeria, etc.). Pour l'année 2013, la valeur ajoutée indirecte est environ 45623020.3 FCFA. La valeur ajoutée directe est 729019159FCFA. Donc la valeur ajoutée

indirecte représente seulement 3.6% de la valeur ajoutée directe. Cette situation démontre que pour l'année 2013, la valeur ajoutée générée hors de la filière palmier à huile est faible. Tout ceci montre que la filière palmier à huile, bien qu'étant une filière porteuse ne parvient pas au stade actuel à générer des revenus aux acteurs qui sont en dehors des activités de la filière. Plusieurs raisons peuvent expliquer cette situation notamment la durée de commercialisation, la situation socio-économique défavorable qui obligent les producteurs à prendre des avances auprès des consommateurs et des exportateurs, le manque de synergie entre les différents secteurs de l'économie de la commune de Lokossa etc...

En 2013, la balance commerciale de la filière palmier à huile est excédentaire de 729019160FCFA. Les importations de palmier à huile représentent 0,0491% des importations totales de la commune et les exportations 0,2622% des exportations totales. Ce qui traduit du coup un accroissement des gains en devises de la commune de Lokossa durant l'année 2013 dans une commune à balance commerciale excédentaire. Les autres communes et les pays limitrophes du Benin dépendent de la commune de Lokossa en matière de consommation de noix de palme et de l'huile rouge. Le palmier à huile est bon exemple de diversification car le surplus qu'il dégage contribue à augmenter la balance commerciale de la commune et à augmenter le PIB agricole.

Le montant des taxes s'élève à 3152000FCFA. Il représente seulement 0,1648% de la totalité des recettes fiscales de la commune et 0,0043% de la valeur ajoutée dégagée par la filière palmier à huile. La faiblesse de la taxation c'est-à-dire des recettes tirées de la filière palmier à huile par la commune démontre que tous les acteurs impliqués dans la filière ne bénéficient pas encore des retombées financières de cette filière. Le total des taxes indirectes pour l'année 2013 s'élève à 3346,880541 millions de FCFA. La filière palmier à huile apporte donc peu de recettes à la commune de Lokossa. En effet, les transactions informelles en provenance des communes voisines, les comportements des acteurs à fuir les taxes etc. sont des facteurs explicatifs de ces résultats. Ceci empêche du coup la commune de jouer son rôle de contrôle et d'assistance dans la filière. D'où le besoin de mesurer l'importance économique des taxes, des subventions et en général du budget de la commune de Lokossa dans une économie et définir un niveau de taxation optimale. En effet, selon l'économiste américain LUFFER cité par MUZELLEC (1997), les recettes fiscales tendraient vers zéro lorsque le taux serait nul, mais aussi lorsqu'il serait fortement augmenté. La politique budgétaire peut être utilisée dans un système de taux d'échange fixe pour influencer la production. Ces recettes pourront servir de subvention et /ou d'investissement par l'État dans la filière. En termes généraux, un impôt a pour effet de transférer un pouvoir d'achat réel des ménages vers le gouvernement (Rajemison et Younger , 2000). L' « incidence » de l'impôt se rapporte à la question de savoir le pouvoir d'achat de qui baisse lorsque le gouvernement vient à décider l'impôt.

Le taux d'intégration de la filière palmier à huile s'élève à environ 27% ; ce qui est faible. Cette faiblesse de ce taux est due à la faible valeur ajoutée de la filière par rapport aux autres secteurs : Reste de l'agriculture (132,28%), Industrie (94,86%) et Services (147,68%). Donc la filière palmier à huile n'est pas suffisamment intégrée dans la commune de Lokossa en 2013 par rapport aux autres secteurs. La filière ne joue donc pas encore un rôle moteur pour l'économie de la commune de Lokossa. Les raisons qui peuvent expliquer cet état de chose sont diverses que variées. En plus des raisons évoquées un peu haut , on peut citer la faiblesse de la taxation ,Manque d'organisation des pépiniéristes ,Insuffisance de formation des pépiniéristes, Manque de moyens financiers pour l'achat des intrants et des graines pré germées , Faible capacité de production de plants par le seul pépiniériste agréé, Insuffisance de pépiniériste. Aussi, il faut noter que la filière palmier à huile est laissée aux coopératives d'Aménagement agricoles dirigés par des personnes guidées par leurs propre intérêt ne facilitent pas le développement agricole de cette filière dans la commune de Lokossa. Le taux d'intégration de cette filière peut être augmenté si les autorités de la commune investissent d'avantage dans cette filière pour augmenter les revenus des producteurs.

En ce qui concerne la contribution de la filière palmier à huile au budget de la commune, le montant de la taxe nette incluse s'élève **-2044653,119** Millions de FCFA. Donc la filière palmier à huile ne contribue pas au budget de la commune de Lokossa même si ce n'est pas la mairie qui subventionne la filière. Cette filière malgré son importance économique dans la commune de Lokossa, ne contribue à rien au développement de la commune. Tout ceci empêche la commune à financer les projets porteurs d'emploi de la commune de Lokossa. Il use également de mettre en œuvre la politique agricole du pays et les autorités au sommet de l'États prennent en charge cette filière importante de cette commune.

CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS

L'apport économique de la filière palmier à huile dans la commune de Lokossa n'est pas encore très important. Si l'on combine les taxes directes, indirectes et induites, l'on constate que la filière a des retombées faibles. En effet, en 2013, la filière a générée une valeur ajoutée indirecte de près 3346,880541 millions de FCFA. Le taux d'intégration de la filière palmier à huile dans l'économie de la commune de Lokossa de près de 27%.

Néanmoins, la filière palmier à huile à Lokossa recèle d'énormes potentialités même si son état actuel ne permet pas de les apprécier et de les exploiter entièrement. Les activités de production, de commercialisation des noix de palme représentent des activités importantes dans la commune.

Malgré ses goulots d'étranglement, l'avenir de la filière ne présente aucune ambiguïté et les chances de son développement restent intactes.

Les actions à mener sont de plusieurs ordres et peuvent être présentée comme suit :

- Augmentation de la valeur ajoutée directe

Les résultats de l'étude ont montrés que la filière a un taux d'intégration faible. Le taux d'intégration étant le rapport entre la valeur ajoutée incluse (somme des valeurs ajoutées directes et indirectes) de la filière et le produit intérieur brut (PIB) de l'économie, tout relèvement de ce taux passe par une augmentation accélérée de la valeur ajoutée incluse de la filière. Pour atteindre ce but, l'action qu'il convient de mener est de favoriser la création d'organisation de producteurs au niveau de chaque village. Ces derniers pourront organiser des ventes groupées des noix. Ainsi, leur pouvoir de décision sur les prix au niveau communal et national sera renforcé. Aussi, il faudra mettre sur pieds des structures de crédits aux producteurs ; cela évitera aux producteurs de brader leur production pour cause de difficultés financière. Et pour finir, il sera utile de procéder à une réorganisation de toute la filière et voir dans quelle mesure supprimer certains acteurs de la chaîne de commercialisation.

- Augmentation de la valeur ajoutée indirecte

Comme cela est signalé dans les résultats, la valeur ajoutée générée hors filière est très faible. Il convient alors de prolonger la durée de commercialisation, d'augmenter le revenu des producteurs par des politiques de subvention, etc. La promotion et la création d'unité locale de transformation sont aussi importantes.

- Augmentation du niveau de taxation

La taxation ici doit dépasser son caractère essentiellement fiscal pour devenir une taxation incitative capable d'infléchir les comportements. Les montants issus de cette taxation pourront servir à financer la production, la recherche etc. Une autre forme de taxation sera d'amener les commerçants, les exportateurs à verser une partie de leur bénéfices commerciaux sous forme d'aide aux producteurs. Il importe ici de montrer aux acteurs l'importance économique des taxes.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

Adeola. A. A. (1999) Economic Analysis of Palm oil Product Marketing. Prospect of Bsc Las of Akinyele Region. UI, Nigeria.

Adjinacou, L. (1987) Etude des conditions d'Amélioration des Modes de conduite des Palmeraies Traditionnelles sur le plateau d'Abomey et de Zogbodomey. Thèse d'Ingénieur Agronome. FSA, UNB, Abomey – Calavi.

Laurent OLOUKOI .Analyse des effets de la filière Anacarde au Bénin.

Balogoun, N. A. (1986) Analyse des paramètres économiques et socio-économiques affectant le complexe agro-industriel « Palmeraie irriguée de Ouidah-Nord » et l'huilerie de palme du Grand Hinvi. Thèse d'Ingénieur Agronome. FSA, UNB, Abomey-Calavi 91p

Dissou, M. (1982) La palmeraie béninoise : exploitation traditionnelle et aménagement volontaire. Thèse de doctorat d'Etat, Paris, Tome 1 et 2 749 p. 21. 20. Dissou, M. (1988) Économie de la culture de palmier à huile au Bénin et en côte d'ivoire : Approche comparative des politiques agricoles en Afrique. Nouvelles Éditions Africaines, Abidjan, 210p.

Desjardins, P. M (2003). Étude d'impact économique du secteur des pêches au Brunswick. Hareng de la côte Est du Nouveau Brunswick. Article 12p.

Fabre P.1995 Note de méthodologie générale sur l'analyse de filière : utilisation de l'analyse de filière pour l'analyse économique des politiques. Document de formation pour la planification agricole, FAO, Rome, 105p.

Gnanglè, D.E. (1992) Étude de fonctionnement de la jachère à palmier utilisée sur plateau Adja (Département du Mono). Thèse d'Ingénieur Agronome. FSA, UNB, Abomey-Calavi, 158p.

Houndékon, A. V (1996). Analyse économique des systèmes de production du riz dans le Nord Bénin. Thèse de doctorat, CIRES, FASEG, Université de côte d'ivoire.

Mémoire de Josué DANSOU et Sahindatou OPKEITCHAN. Analyse de la production du dans la vallée de l'Ouémé : cas de la commune de Dangbo.54p

Rajemison, H. et Younger, S. D. (2000). Incidence des impôts indirects à Madagascar : Estimation à partir du Tableau Entrée Sortie ;

Rapport de diagnostic économique territorial, le palmier à huile, au Bénin en 2014 ;

ANNEXE

	Pal à huile	R de l'agr	Industrie	Service	TCI	Cons Finale	Dep Gouver	Exportation	TE
Pal à huile	348087227	0	0	0	3,48E+08	5000000 0	13419561 3	750690000	128297284 0
R de l'agr	0	199422048 4	0	10537405 0	2,1E+09	7,57E+08	76579932 4	216683944 0	578946949 0
Industrie	174043614	397110242	32117200 0	0	8,92E+08	2500000 0	21804944	25000000	964130800
Service	0	0	16058600 0	13862520 0	2,99E+08	2E+08	23797280 0	20000000	757185000
TCI	522130841	254133072 6	48175800 0	25000000 0	3,8E+09				
Production	1251150000	530233072 6	95167580 0	75000000 0	8,26E+09				
Impots	3152000	8504990	4955000	2505000	1911699 0	5500000	3500000	8515000	36631990
Subvention	5200000	5010000	2500000	1500000	1421000 0	1000000 0	7500000	5000000	36710000
Importation	21670840	414623774	2500000	1580000	4,4E+08	2500500 0	50000000	10500000	525879614
MC									
Transport	1800000	59000000	2500000	1600000	6490000 0	1500000	5000000	1800000	70700000
TR	1282972840	578946949 0	96413080 0	75718500 0	8,79E+09	4200500 0	66000000	25815000	946367973 4
VAD	729019159	276100000 0	46991780 0	50000000 0					

Matrice des coefficients techniques

	Pal à huile	R de l'agr	Industrie	Service
Pal à huile	0,28	0,00	0,00	0,00
R de l'agr	0,00	0,38	0,00	0,14
Industrie	0,14	0,07	0,34	0,00
Service	0,00	0,00	0,17	0,18

Matrice des entrées primaires

	Pal à huile	R de l'agr	Industrie	Service
Impôts	0,00251928			
	2	0,00160401	0,0052066	0,00334
Subvention	0,00415617			
	6	0,00094487	0,0026269	0,002
Importation	0,01732073			
	7	0,07819651	0,0026269	0,0021067

Calcul des valeurs ajoutées indirectes

	Pal à huile	R de l'agr	Industrie	Service
Itération 1	304234813,	124520036	23788212	16266616
	2	1	3	7
	126963496,		12042085	
Itération 2	7	561580565	7	52920564
	17661500,0			
Itération 3	7	253270671	60959532	17216770
	7370510,23			
Itération 4	8	114224097	30858978	5601172,1
	456230320,	217427569	45012149	23840467
Valeurs ajoutées indirectes	3	3	0	3
		493527569	92003929	73840467
Valeurs ajoutées incluses	1185249479	3	0	3

Taux d'intégration 26,5754760 132,280472 94,85745 147,68093

7

Contribution au budget de la commune

	Pal à huile	R de l'agr	Industrie	Service
Itération 1	3352,35903	2303,69544	6333,0653	1346,7
Itération 2	-5,48745657	1,5184629	16,337155	1,804578
	0,00898238			
Itération 3	5	0,00100088	0,0421443	0,0024181
Itération 4	-1,4703E-05	6,5972E-07	0,0001087	3,24E-06
	3346,88054			
Taxes nettes indirectes	1	2305,2149	6349,4447	1348,507
Taxes nettes incluses (Contribution au budget de la commune)	-	3497295,21	2461349,4	1006348,5
	2044653,12	3497295,21	2461349,4	1006348,5

Table des matières

DEDICACES.....	II
REMRECIEMENTS.....	III
SOMMAIRE	IV
SIGLES ET ABREVIATIONS.....	V
LISTE DES TABLEAUX.....	VII
LISTE DES FIGURES	VIII
RESUME	IX
INTRODUCTION	1
CHAPITRE 1 :	3
CADRE THEORIQUE ET INSTITUTIONNEL DU MEMOIRE	3
SECTION 1 : PROBLEMATIQUE, OBJECTIFS ET HYPOTHESES DU SUJET	4
1-1. PROBLEMATIQUE DU SUJET.....	4
1-2. OBJECTIFS DE L'ETUDE.....	5
1-3. HYPOTHESES DE L'ETUDE	5
SECTION 2 : REVUE DE LA LITTERATURE	6
2-1. CADRE CONCEPTUEL	6
2-2. REVUE EMPIRIQUE	10
SECTION 3 : CADRE INSTITUTIONNEL DU STAGE	13
✓ SITUATION GEOGRAPHIQUE ET ADMINISTRATIVE	13
✓ DEMOGRAPHIE DE LA COMMUNE DE LOKOSSA.....	14
✓ POTENTIALITES ECONOMIQUE DE LA COMMUNE DE LOKOSSA	14
PARAGRAPHE 2 : PRESENTATION DU CARDER MONO – COUFFO	15
A. 1-HISTOIRE DU CARDER MONO – COUFFO.....	15
A. 2 : OBJECTIFS DU CARDER MONO - COUFFO	16
A. 3 : STRUCTURE ORGANISATIONNELLE	16
A.4 : MISSION DE LA DPAF	17
B -ACTIVITE, ENVIRONNEMENT ET RESSOURCES DE FONCTIONNEMENT, DEFIS DU CARDER MONO – COUFFO	18
B.1 : ENVIRONNEMENT DU CARDER MONO – COUFFO.....	18
B.2 : LE MICRO ENVIRONNEMENT	18
B.3 : LA MACRO ENVIRONNEMENT	18
B.4 : DEROULEMENT DU STAGE	18
B.4.1 : TRAVAUX EFFECTUES.....	18
B.4.2 : LES DIFFICULTES RENCONTREES ET SUGGESTIONS	19
CHAPITRE 2 : ANALYSE DES DONNEES ET PRESENTATION DES RESULTATS	20
SECTION 1 : LA METHODOLOGIE.....	21
A) CHOIX DU SITE D'ETUDE.....	21
B) LA RECHERCHE DOCUMENTAIRE.....	21
C) MODELE D'ANALYSE.....	21

D) METHODE DE CALCUL	23
SECTION 2 : ANALYSE DESCRIPTIVE DES SECTEURS.....	23
1- PALMIER A HUILE	23
1-1 - ORGANISATION DES ACTEURS AU NIVEAU DE LA FILIERE PALMIER A HUILE	26
1-2- MAILLON DE LA TRANSFORMATION	26
2- RESTE DE L'AGRICULTURE.....	31
3- INDUSTRIE	34
4- SERVICE.....	36
• LE TOURISME, LA RESTAURATION, LES LOISIRS ET L'HOTELLERIE.....	36
• LE TRANSPORT ET LOGISTIQUE.....	37
• LES SERVICES FINANCIERS	38
SECTION 2 : ESTIMATION DU MODELE ET ANALYSE DES RESULTATS.....	45
1 – RAPPEL DU MODELE TES	45
PARAGRAPHE 2 : RESULTATS ET DISCUSSION APRES LE TABLEAU ENTREE SORTIE DE 2013	45
CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS	48
REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES	50